HISTORIA magazine

46

Hebdomadaire paraissant le lundi - n° 239 - France 3 F
Belgique 30 FB/Suisse 3 FS - UNE PUBLICATION TALLANDIER

LA GUERRE D'ALGÉRIE



BOMBARDEMENT DE SAKIET-SIDI-YOUSSEF
















1. Le rocher de M'Lila au sud de Constantine. - 2. Bône, le cours Jérôme-Bertagna. - 3. La mairie de Tizi-Ouzou. - 4. Le monument aux morts d'Alger. - 5. Les anciens de Verdun et du Garigliano. - 6. La route asphaltée des caravaniers dans l'Aurès. - 7. Les nouvelles du dimanche. - 8. En patrouille dans les montagnes du Sud-Ouest Constantinois. - 9. La Casbah. - 10. Dans l'Aurès, vers Baniane. - 11. Hammam-Meskhoutine ou « le bain des damnés ». - 12. Alger, les lumières de la ville.

EXCEPTIONNELLEMENT cette première série de 12 diapositives : 10 F.

Chaque série suivante (parution à partir du 15 octobre) : 12 F.

Abonnement 1 an (144 diapositives en 12 albums) : 120 F.
Abonnement 2 ans (288 diapositives en 24 albums) : 230 F.
(La première série, au prix de 10 F, est hors abonnement.)

Règlement exclusivement à la commande par chèque bancaire, chèque postal (C.C.P. Historia Magazine-Paris 2778-70), mandat, etc.

17, rue Remy-Dumoncel 75680 PARIS Cédex 14.

Couverture : Photo René Bail



L'ARMÉE PREND SES RESPONSABILITÉS

Jean FONTUGNE

8 FÉVRIER 1958 : Sakiet-Sidi-Youssef. 21 mars 1958 : la mission des « bons offices » propose sans succès un contrôle international de la frontière. 13 mai 1958 : la fin de la IVe République. Ce sont sans doute ces trois dates qui doivent permettre de mieux comprendre l'évolution de la guerre en Algérie.

Le bombardement d'un camp de l'Armée de libération nationale en Tunisie, par 15 avions, était grave, mais pas plus que les incursions de l'aviation américaine en Corée du Nord ou les bombardements américains à la frontière sino-vietnamienne. Pourquoi les conséquences de cette initiative française furent-elles si importantes?

De nombreux officiers qui se trouvaient en Algérie en 1958 avaient participé à la guerre d'Indochine. Ils se souvenaient de l'aide qu'avait apportée l'Union soviétique, par l'intermédiaire de la République populaire de Chine, à l'Armée populaire du Vietnam. Ils se souvenaient qu'un volumineux dossier préparé par le gouvernement français contenait des documents fournissant la preuve irréfutable de l'aide et de l'ingérence étrangères dans le conflit d'Extrême-Orient. Ils n'oubliaient pas que ce dossier, pourtant déposé sur le bureau du secrétaire général de l'O.N.U., n'avait jamais donné lieu à discussion : Pékin ne faisait pas alors partie des Nations unies.

Et voici qu'à nouveau, au cours d'une guerre qu'ils pensaient pouvoir gagner à bref délai, des interventions étrangères en Algérie étaient annoncées, mais cette fois avec l'accord des Nations unies. Cette mission des « bons offices » — qui finalement allait être acceptée après qu'une aide de 650 millions de dollars eut été accordée à la France par divers organismes internationaux animés par les U.S.A. — rappelait l'impuissance dont le gouvernement français avait fait preuve en Extrême-Orient.

Il était donc inconcevable pour ces hommes dont la vocation était de défendre le territoire français de croire que l'Algérie serait abandonnée, de permettre que des soldats français fussent enlevés en Algérie et emprisonnés dans l'ancien protectorat tunisien.

L'exploitation habile que firent les dirigeants du F.L.N. et leurs amis au Caire, à New York et ailleurs de l'affaire de Sakiet, eut pour effet de dresser contre la France l'opinion internationale.

En France, pour la première fois, l'armée décidait d'exercer le droit de poursuite. Le gouvernement condamna d'abord timidement cette initiative, puis l'approuva. L'autorité n'était plus à Paris, mais à Alger.

J. F.

SOMMAIRE No 239 :

© Librairie Jules Tallandier 1972.

Bellee

L'affaire de Sakiet-Sidi-Youssef, qui place le conflit algérien sous le projecteur international, commence en fait par une embuscade tendue aux hommes du poste français *(photo)*.



Symbolique militaire

11 JANVIER 1958 : PRĒLUDE A SAKIET-SIDI-YOUSSEF

Face à ce poste, au-delà de la frontière algéro-tunisienne, le village où cantonne la garde nationale tunisienne. A 2 km au sud, une importante base de l'A.L.N. est installée.

Bellee

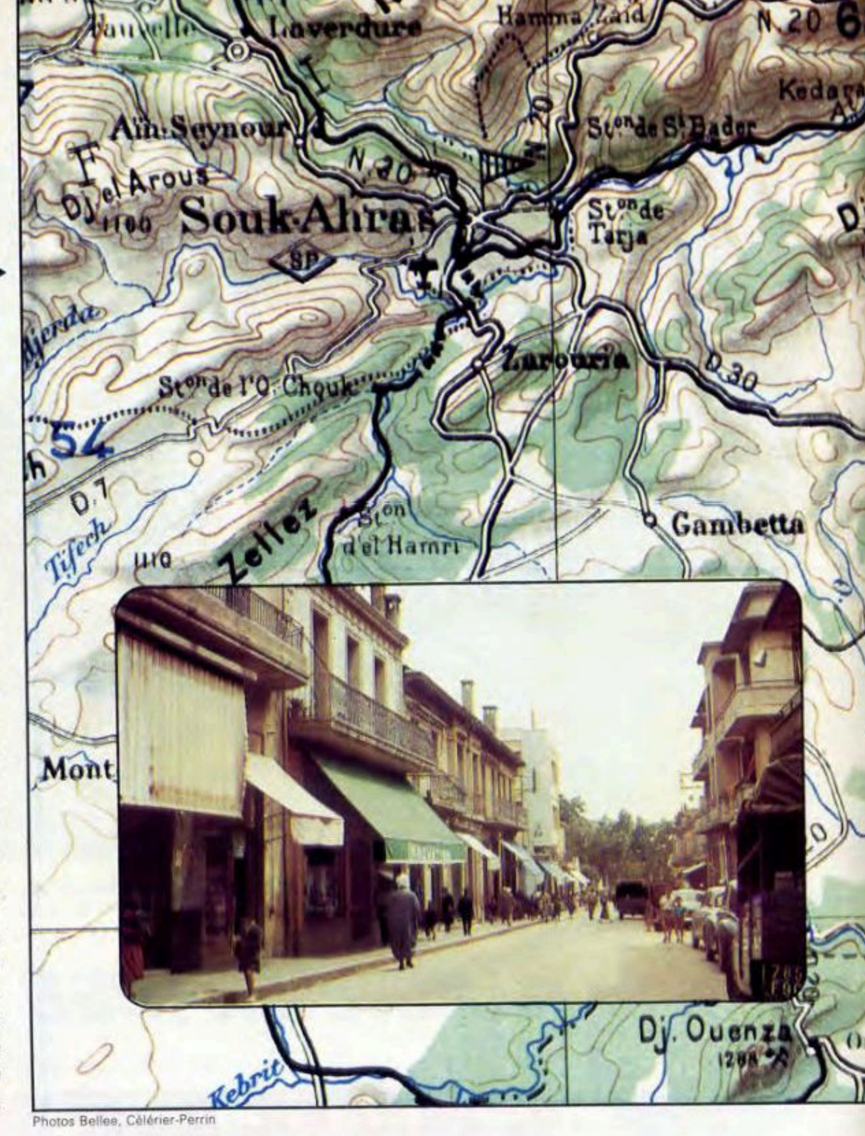
objectif F.L.N. : torpiller les relations franco-tunisiennes

PRÉCÉDANT le bombardement, par l'aviation française, le 8 février 1958, du village tunisien de Sakiet-Sidi-Youssef, village où le F.L.N. a installé une base rebelle, il y a, le 11 janvier, une solide embuscade, 8 km plus bas, tendue par 300 Algériens à une forte patrouille du 23e R.I. Quinze soldats sont tués et quatre emmenés en captivité en Tunisie : le caporal Vianaron, les deuxième classe Henri Reléa, Jean Jacob et Vincent Morallès. Ce qui porte à une dizaine le nombre des prisonniers retenus dans les camps algériens en Tunisie. Trois d'entre eux, Richomme, Decourtex et Feuillebois, seront passés par les armes, sans autre forme de procès, à Souk-el-Arba, le 25 avril 1958, drame qui motivera, le 13 mai 1958, la manifestation au monument aux morts d'Alger, point de départ des événements que l'on sait.

L'embuscade, c'est le premier épisode de l'affaire de Sakiet, et il convient de replacer les faits dans le contexte du moment, quand les troupes françaises étaient continuellement en butte, à la frontière tunisienne, aux attaques des bandes rebelles cantonnées à l'abri en territoire étranger, sans possibilité de riposte. C'est après l'embuscade du 11 janvier que le Conseil des ministres admet le principe du droit de poursuite; encore laisse-t-on le commandement en Algérie seul juge de la situation, pour l'appliquer. Quand Sakiet sera bombardé, on en sera au 84e incident de frontière depuis juillet 1957, dont le plus dramatique et le plus exaspérant pour l'armée est celui du 11 janvier. Car, cette fois, le problème se pose du rôle que joue la Tunisie dans la guerre d'Algérie, puisque sa connivence avec le F.L.N. s'inscrit dans les faits, sur les lieux mêmes de l'embuscade.

Les 300 rebelles qui encerclent les 43 Français du 23e R.I. sont amenés à pied d'œuvre par les véhicules de la garde nationale tunisienne du poste de Sakiet. Ils seront rembarqués, après coup, par ces mêmes G.M.C. avec leurs quatre prisonniers.

A cette date, où en sont les relations franco-tunisiennes ?



Entre le ▶ village de Sakiet-Sidi-Youssef et le poste français passent la frontière algéro-tunisienne et une route allant de Souk-Ahras *(photo ci-contre)* au Kef, en Tunisie *(photo de droite)*. Sur le territoire tunisien, les fermes frontalières abandonnées par les colons français *(centre)* servent souvent de camps d'entraînement aux recrues destinées à l'A.L.N., qui bivouaque hors d'Algérie et harcèle nos postes.

Photos Bellee, Célérier-Perrin

Les appels de Bourguiba

Quelques jours avant, le 26 décembre 1957, Bourguiba, dans son allocution hebdomadaire, a proposé pour la première fois une alliance avec la France, si celle-ci accepte le repli sur Bizerte des troupes françaises en Tunisie. Cette proposition déclenche, à Tunis, des réactions fort diverses, tant dans les milieux algériens que dans les cercles du Néo-Destour et du gouvernement.

Alors que Ladgham, secrétaire d'Etat à la Présidence et à la Défense nationale, insiste auprès de l'ambassadeur de France en Tunisie sur cette proposition d'alliance, d'autres membres du gouvernement tunisien cherchent à en minimiser l'importance.

Huit jours plus tard, le 3 janvier, en l'absence de Bourguiba, un communiqué tunisien accuse les troupes françaises d'avoir violé la frontière dans le Sud, à Foum-el-Kanga. Incident démenti du côté français, mais qui sert de prétexte, le lendemain, à Redeyef, à une manifestation où près de 4 000 Tunisiens réclament le départ de nos troupes.

Le 6 janvier, M. Bénard, ministre plénipotentiaire, arrive à Tunis nanti d'instructions du gouvernement français marquant l'intérêt porté par Paris aux propositions d'alliance du président Bourguiba.

Or, le lendemain, 7 janvier, le journal officiel du Néo-Destour, *El-Armal*, décrète, dans son éditorial : « Nous ne savons pas de quelles propositions d'alliance il est question. »

Le soir même, Bourguiba rentre à Tunis, en plein malaise politique. Au point qu'on parle de remaniement ministériel.

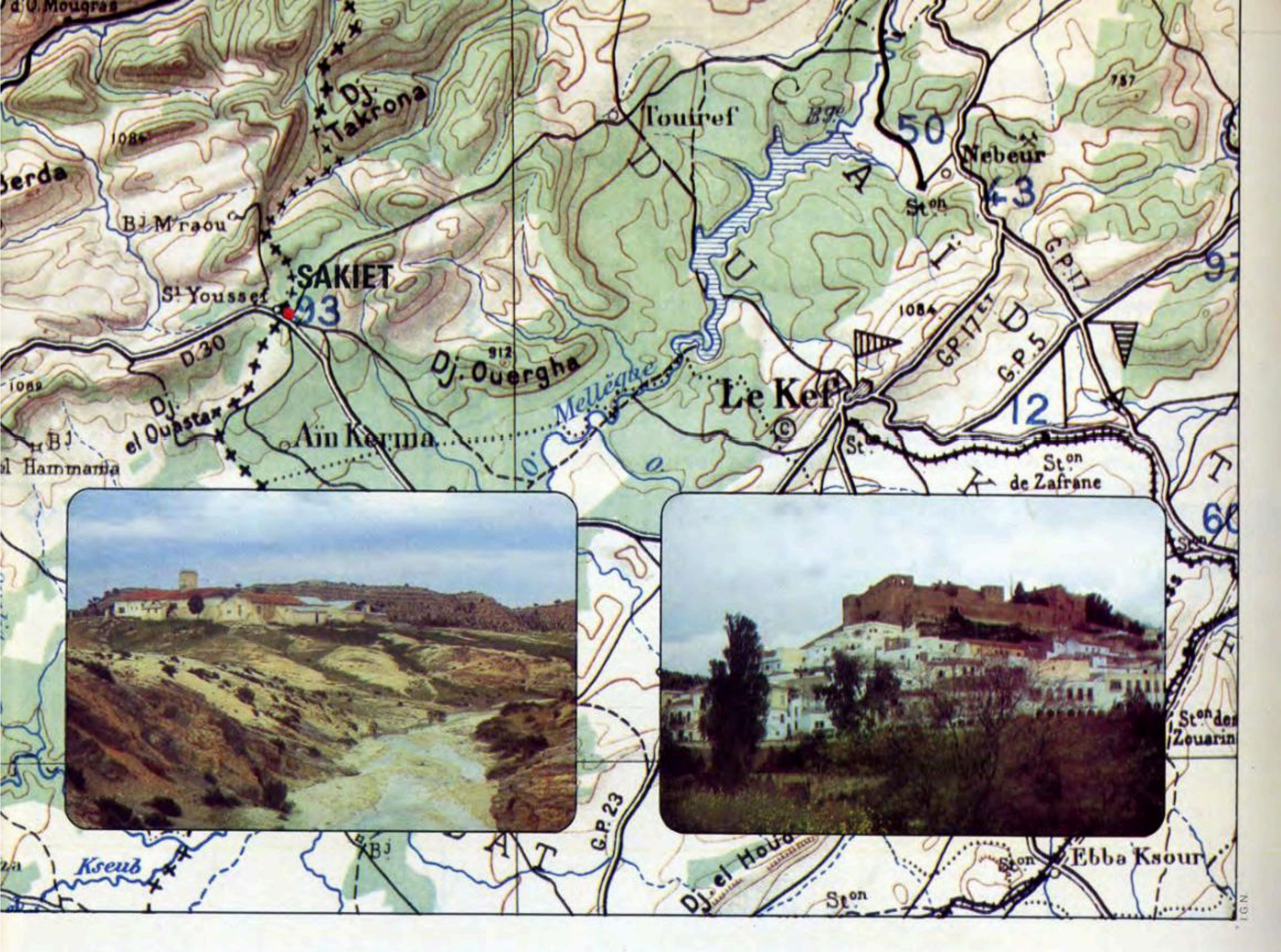
Quelques jours plus tard, il réitère son offre à la France, insistant plus nettement, cette fois, sur le repli préalable de nos troupes sur Bizerte.

Dans le même discours, véritable appel à la France, le président tunisien, évoquant la récente conférence afro-asiatique du Caire, souligne l'influence communiste s'étendant sur le Moyen-Orient, et déclare : « Nous sommes loin de la neutralité positive. Les jeux sont clairs maintenant. »

Face-à-face sur la frontière

Or, à cette réunion afro-asiatique du Caire, le F.L.N. siège au secrétariat permanent créé par la conférence. Le désaccord entre le F.L.N. et Bourguiba devient flagrant, et flagrant aussi le fait que le F.L.N. va chercher désormais à « torpiller » toute alliance franco-tunisienne.

Quarante-huit heures après les nouvelles propositions de Bourguiba, l'affaire de l'embuscade de Sakiet éclate. Il est clair que l'A.L.N. a alors le plus grand intérêt à ne pas laisser s'ouvrir entre la France et la Tunisie des négociations qui pourraient aboutir à des accords de défense commune que Bourguiba s'était déclaré prêt à envisager « sans poser comme préalable la fin de la guerre d'Algérie ».



Que s'est-il donc passé à Sakiet? Et Sakiet, c'était quoi?

Sakiet? En avant de la ligne Morice, deux collines qui s'observent de part et d'autre d'une frontière tracée au fond du vallon. Là passent aussi un oued, l'oued Zaghia-Sidi-Youssef, et une route, celle qui va de Souk-Ahras au Kef, en Tunisie.

Sur la colline française, installé dans un ancien bordj, le poste du 23e R.I., commandé par le capitaine René Allard, un Lorrain de quarante et un ans, petit homme brun, discret, précis. A deux kilomètres au sud du poste, une piste d'envol.

Sur la colline tunisienne, le village, dont on voit d'abord, à flanc de terrain, un cimetière et, au-dessus, des maisons jaunes, accroupies autour d'un minaret et d'une large bâtisse rose aux fenêtres vertes, celle de la garde nationale tunisienne, qui dépend directement du secrétaire d'Etat à l'Intérieur, Mehiri, dont les sympathies inclinent plus vers l'Orient que vers l'Occident.

Vingt-quatre heures sur vingt-quatre, le village observe le poste et le poste observe le village, où les rebelles algériens déambulent au grand jour. Ceux-ci sont cantonnés dans les locaux désaffectés d'une ancienne mine de plomb, au sud du village. Il leur arrive souvent de descendre faire leur lessive à un abreuvoir, au fond du vallon où passe la frontière, à une vingtaine de mètres de la sentinelle française.

Rien n'échappe aux gars du poste des allées et venues des « fells », de la forme et de la couleur de leur uniforme, des casquettes plates de la garde nationale tunisienne, du bruit des moteurs de ses G.M.C., et de la couleur bleue de sa camionnette.

A l'ombre de ce face-à-face permanent, il y a l'écheveau des renseignements qui arrivent d'en face jusqu'au poste français.

Le récit du capitaine Allard

Dans les premiers jours de janvier, le capitaine Allard est ainsi mis au fait d'un petit trafic de contrebande, 8 km au sud de son poste. C'est ce qui va déclencher l'histoire.

Cette histoire, il nous en fait un récit détaillé quand je vais le voir, avec J.-F. Chauvel, du *Figaro*, à Souk-Ahras, où il a été évacué après le combat. Il est blessé à une jambe et la balle qui a fracassé la crosse de sa carabine l'a également atteint au visage. Ce combat, les conditions dans lesquelles ses hommes ont été achevés, il n'est pas près de les oublier.

« Le samedi 11 janvier, raconte le capitaine Allard, j'ai quitté le poste de Sakiet à 4 heures du matin, avec une section et le commando de la compagnie. En tout 43 hommes.

» Je voulais monter une embuscade dans la région d'Ouasta, un djebel qui coupe la frontière perpendiculairement, à 8 km au sud du poste. Depuis quelque temps, on me prévenait qu'un trafic de contrebande utilisait le sentier traversant la frontière à ce point précis.

» A 7 heures, alors que nous nous trouvions à 600 mètres des pentes de l'Ouasta, j'ai repéré deux rebelles en armes qui se dirigeaient vers la Tunisie par un ravin. Comme des aboiements accompagnaient notre progression depuis 6 heures, nous pensions qu'une bande de « fells », prête à passer en Tunisie, se trouvait dans le secteur et que les deux types aperçus pourraient être des « flanqueurs ». Donc, pour essayer d'accrocher le gros de la colonne, je me portai en avant, avec le commando, laissant la section derrière nous.

» Arrivés sur un plateau situé entre le ravin suivi par les deux « fells » et les pentes de l'Ouasta, nous rencontrons une petite résistance et pensons qu'il pourrait s'agir d'un élément d'arrière-garde. Un quart d'heure plus tard, au moment où nous allons atteindre la mechta Belkacem, ▶

les 43 hommes du 23e R.I. cloués au sol par le feu des soldats de l'A.L.N. tirant de Tunisie

un groupe de gourbis vides éparpillés sur un hectare environ, je me retourne et, soudain, je m'aperçois que toutes les crêtes qui dominent le plateau où nous avançons se sont garnies de rebelles, qui se mettent à lancer des ordres en arabe. Au moment où nous atteignons les premiers gourbis de la mechta Belkacem, le feu se déclenche sur toute la ligne des crêtes, certaines positions de tir disposées sur la partie du djebel situé en territoire tunisien, pour couper nos arrières. C'est l'embuscade. Je donne au commando l'ordre de décrocher, sous la protection de la section de queue. Trente ou quarante rebelles dévalent alors du territoire tunisien et j'entends un ordre en français :

» — Encerclez-les, nous les avons!

» Nous sommes dominés en nombre. Entre ceux qui opèrent depuis la Tunisie et ceux qui nous canardent au-dessus, il y a bien un *faïlek* (300 hommes).

» Je lance alors un ordre de repli. Une partie de mes gars réussit à passer sans casse, dégringolant vers l'oued el-Kebeur, au fond d'un ravin profond de cinquante mètres. Malheureusement, le deuxième groupe, aux ordres d'un aspirant, ne parvient pas à se dégager, pris sous le tir d'un mortier, placé en territoire tunisien. Le tir est disposé en arc de cercle, de part et d'autre de la frontière.

» Après avoir traversé l'oued avec mon groupe, j'essaie de gagner les pentes nord de la cuvette, en direction d'une autre mechta. Mais les rebelles nous attendent là aussi, et ouvrent le feu à bout portant. Nous sommes maintenant complètement encerclés. Avec 15 de mes hommes, je parviens à occuper un gourbi, que nous transformons en fortin. »

A 8 h 15, le capitaine Allard demande des renforts par radio. Le deuxième groupe de sa section arrière ne peut décrocher et il l'entend résister pendant une heure.

« Jusqu'à la dernière cartouche, dit-il. Il n'y aura pas de survivant. »

A 8 h 45, les renforts arrivent de Sakiet. Une section, qui est prise, dès sa descente de camion, sous le feu des rebelles tirant depuis un piton tunisien, le djebel Arbained-Ouli. La 9e compagnie du régiment, venue de Bordj-M'Raou avec le lieutenant Huc, débarque à 2 km au nord du fortin où se trouve Allard. Elle aussi est prise sous le tir venu de Tunisie, qui la cloue au sol. Allard raconte :

« J'ai très bien reconnu, dès le début de l'engagement, sur la route qui longe le point de la frontière où nous nous battions, la camionnette bleue de la garde nationale tunisienne. Du poste, en temps normal, nous la voyions toujours circuler dans le village. D'ailleurs, un gendarme de notre cantonnement, venu avec les renforts, a repéré les gars de la garde nationale près de leur véhicule. Tout le temps de l'embuscade, cinq ou six G.M.C. ont progressé le long de la piste, venant de Sakiet. »



F. Reynaud



Célérier-Perrin

Sur ce *no man's land*, entre la Tunisie et la ligne Morice, ▶ sont installés les « postes sonnettes », construits par les Français. Celui de Sakiet, tenu par le 23e R.I., commandé par le capitaine Allard, perdra 15 hommes dans l'embuscade du 11 janvier 1958.

Au soir de l'opération, le lieutenant Huc, qui rejoignait le poste de Sakiet, roulera parallèlement au convoi de G.M.C. ramenant les rebelles algériens, jusqu'à leur base, au sud du village.

Reprenant son récit, Allard ajoute :

« A 18 heures, quand le piper-cub d'observation a survolé les lieux, il a immédiatement découvert, derrière un repli de terrain qui les dissimulait le temps de la bagarre, les G.M.C. que j'avais vus descendre.

» A l'arrivée de nos renforts, les « fells » décrochent et remontent les pentes, vers la Tunisie, sous la protection de leurs bases de feu installées sur la frontière. A un moment, un de leurs groupes, 7 ou 8 types, entraîna deux de mes soldats. Je n'ai pu rien faire, car ils s'en servaient comme de boucliers.

Le massacre rituel

» Quand nous avons repris le terrain et relevé nos morts, il y en avait 14, et les « fells » s'étaient acharnés sur eux selon le rituel qui leur est propre. Trois blessés, dont un mourra le lendemain, avaient



◄ Un *Piper* d'observation en mission au-dessus de la frontière algéro-tunisienne. Ils contrôlent les mouvements de troupes « fells » et donnent l'alerte quand se produit un passage vers le barrage, situé en arrière des petits postes français.

Ce qu'on pouvait voir, depuis la Tunisie, des fortins français qui gardaient la frontière. Ils en étaient parfois distants de 500 mètres. Ce qui permettait aux postes de l'A.L.N. d'ouvrir le feu sans la franchir. ▼

Célérier-Perrin

réussi à se dissimuler au cours du combat. L'un d'eux a vu achever, à 20 mètres de lui, l'infirmier de la section, qui portait au dos sa musette marquée d'une grosse croix rouge. »

Aux obsèques des victimes de l'embuscade, le 15 janvier, à Souk-Ahras, le capitaine Allard répétera violemment cette accusation :

« Vous êtes morts, dit-il, dans un combat difficile, devant un ennemi supérieur en nombre aidé par ses amis tunisiens, nous le savons maintenant. »

Il traduisait l'exaspération de l'armée, notamment à la frontière. Une question se posait alors, inlassablement, dans les conversations des popotes et des postes échelonnés le long de la ligne Morice :

« La Tunisie et le F.L.N. sont cobelligérants. S'il en est ainsi, qu'on nous donne, alors, les moyens de riposter.

» Si, comme Bourguiba l'affirme, il n'en est rien, alors, le responsable de la garde nationale de Sakiet a désobéi à son gouvernement, ce qui appelle des sanctions publiquement appliquées et le renvoi immédiat des prisonniers de Sakiet, entraînés par les rebelles en territoire tunisien.

» Si ces prisonniers ne sont pas rendus, c'est que la Tunisie couvre la rébellion algérienne dans cette histoire et donc que Bourguiba prononce des discours qui ne correspondent pas à la réalité.

» Ou alors, on peut se demander si, aux frontières, la souveraineté tunisienne n'est pas débordée par le F.L.N. »

En fait, dans les jours qui suivent l'embuscade, s'ouvre, autour des quatre prisonniers, la crise franco-tunisienne, que le F.L.N., imperturbablement, alimentera par d'autres incidents, jusqu'à l'exécution, à Souk-el-Arba, le 25 avril, de trois prisonniers.

Le 16 janvier, un message de Félix Gaillard est porté au président tunisien, par Jacques Larches et le général Buchalet, messagers personnels de la prési ▶



◄ Pathétique image de la captivité des Français emmenés en Tunisie par l'A.L.N. Il y en aura une dizaine. Ici, ils reçoivent la visite des délégués de la Croix-Rouge. Sourires de circonstance. Trois soldats seront fusillés.

Coll. Kahia



Paris-Match

Reviendra-t-il? Les parents de Jean Jacob, du 23ᵉ R.I., capturé après Sakiet et qui sera libéré en Tunisie.

Soustelle à l'Assemblée : "ceux qui meurent là-bas sont à porter au passif de M. Bourguiba!"

dence du Conseil. Seul, J. Larches sera reçu. Le 18 janvier, la crise est au point mort.

Les deux émissaires de Félix Gaillard, rentrent à Paris dans le même avion que l'ambassadeur de France, Georges Gorse, rappelé à Paris.

Il est décidé qu'un délégué de la Croix-Rouge vérifiera le sort des quatre prisonniers. Envoyé donc à Tunis, M. Depreux prend contact avec le F.L.N. et laisse entendre que la libération des captifs pourrait intervenir très vite.

A Paris, violente protestation de Jacques Soustelle, au débat de l'Assemblée nationale :

« Ceux qui meurent là-bas sont à porter au passif de M. Bourguiba. »

Soustelle déplore qu'on ne saisisse pas l'O.N.U. de l'incident de Sakiet.

Le 20 janvier, l'hebdomadaire tunisien *Action* publie une photo des quatre prisonniers.

Du haut de la tribune de l'Assemblée nationale, Félix Gaillard proclame :

« Nous emploierons tous les moyens pour protéger le territoire algérien! »

Le 23 janvier, déjà, l'affaire des prisonniers de Sakiet n'est plus qu'en bas de page ou à la dernière page des journaux : « Evolution favorable... »

Puis, comme l'eau dans le sable, l'affaire s'enfonce dans le silence.

De temps à autre, on en reparle. Le F.L.N. prétend que les prisonniers sont en territoire algérien. On y emmène Depreux. En fait, l'envoyé de la Croix-Rouge ne quitte pas le territoire tunisien. Supercherie tout orientale...

Sur ce qui se passe à la frontière, on titre désormais : « Nouvel incident... » Ces nouveaux incidents vont se succéder jusqu'au 8 février.

Quelques jours après l'embuscade, un avion français est abattu par une mitrailleuse installée à côté de la mine de plomb où le F.L.N. a son cantonnement.

C'est alors que le gouvernement français admet, au cas où un tel incident se reproduirait, le principe d'une riposte en territoire tunisien, l'opportunité de la décision étant laissée au commandant en chef.

Le 30 janvier, nouveau tir de mortier venant de Sakiet, sur un T-6. Alors, le chef de poste français s'avance au-devant du chef de poste tunisien et l'avertit :

— Si on tire encore sur un avion, j'ouvre le feu, au mortier, sur vos positions!

En face, on se tient coi. Que peut faire le chef de poste tunisien? Il est probable que son pouvoir est sans effet sur le F.L.N.

Et le 8 février... à 8 heures !

Le 8 février, à 8 heures, une nouvelle fois, les mitrailleurs F.L.N. ouvrent le feu sur un appareil français qui, touché, est contraint de se poser près de la ligne Morice.

A 11 h 10, c'est la riposte française. Une escadrille de B-26 écrase le poste de mitrailleuse situé dans le village et pilonne la mine servant de cantonnement aux « fells ». Il y aura 80 morts.

La délégation de la Croix-Rouge, arrivée une heure plus tôt, mais repartie pour visiter un camp de réfugiés situé à 2 km, reviendra pour constater l'« agression française », l'opinion internationale défaillera d'horreur et, pendant quelques jours, le gouvernement français observera un tel mutisme qu'on finira par interpréter l'action des militaires — et rien n'était moins vrai — comme une regrettable initiative locale.

« Sottise de militaires! » déclarait-on complaisamment, dans les sphères gouvernementales, à des journalistes étrangers... Le 13 Mai mûrissait... H

Marie ELBE

L'HEURE DES "BONS OFFICES"

◄ Quelque part en Algérie, où les petits trains de marchandises servent à transporter les bombes d'avion.

René Bail


René Bail

◄ Un *Corsaire* qui vient d'être armé de ses bombes, sur le terrain d'aviation de Telergma, près de Constantine.


Copéry

◄ Un B-26, du type de ceux qui lâchèrent leurs bombes sur Sakiet, le 8 février 1958, à 11 h 10. Ils étaient alors vingt-cinq.


René Bail

◄ Le terrain de Telergma. Décollage d'un *Corsaire* pour une mission sur la frontière.

Le 8 février 1958, à 11 h 10, 25 avions français bombardent les cantonnements du F.L.N. à Sakiet-Sidi-Youssef.

Une heure auparavant, des mitrailleuses installées autour de Sakiet et dans la ville même avaient ouvert le feu et atteint un avion français qui survolait le poste de Sakiet, situé à 500 m de la frontière. C'était le trentième incident de ce genre que subissaient nos aviateurs.

Les troupes de l'A.L.N. basées en Tunisie jouissaient — personne ne l'ignorait — de la plus grande liberté d'action. A partir du territoire tunisien, elles harcelaient nos postes, couvertes par la frontière derrière laquelle elles se réfugiaient leur coup fait; elles montaient embuscade sur embuscade.

La dernière en date a eu lieu le 11 janvier : 15 soldats français ont été tués, les blessés achevés et 4 soldats faits prisonniers, à proximité de Sakiet. Les fellaghas — ils étaient 300 — se sont ensuite embarqués sur des camions de la garde tunisienne, couverts par le tir de mitrailleuses provenant de Tunisie.

Christian Pineau, ministre des Affaires étrangères, adresse à Bourguiba une vive protestation qui se veut menaçante. Il se heurte à une fin de non-recevoir et les émissaires du gouvernement français sont accueillis avec une insolence rare.

L'agression de l'A.L.N., au départ de la Tunisie, est permanente. Robert Lacoste et le général Salan ont, à plusieurs reprises, réclamé le droit de poursuite. Bourgès-Maunoury l'avait accordé.

Des plans d'intervention contre l'A.L.N. de l'est étaient prêts. L'un, terrestre, se proposait d'effectuer un coup de main de va-et-vient sur les bases F.L.N., soit dans la zone Béja-Ghardimaou-Le Kef-Sakiet-Souk-el-Arba, soit dans la zone Thala-Tadjerouine-Thelepte-Kasserine. Moyens : troupes aéroportées et unités blindées, aux ordres du général Gilles. L'autre, aérien, devait prendre à partie des objectifs ponctuels, les camps de l'A.L.N. dont celui de Sakiet-Sidi-Youssef. Des photos aériennes, adressées au ministre de la Défense nationale à l'appui du plan de représailles, indiquaient sans ambiguïté la présence des fellaghas à l'intérieur du village et dans les installations des anciennes ►


Célérier-Perrin

après les bombes françaises

L'objectif des B-26 qui attaquèrent Sakiet, le 8 février 1958, était les locaux désaffectés d'une mine de plomb, à 2 km au sud du village tunisien. Là, les soldats de l'A.L.N. avaient leur cantonnement. Leurs mitrailleuses canardaient régulièrement, par-dessus la frontière, les avions d'observation français. Le matin du 8 février, une mitrailleuse avait abattu un de nos appareils. Un peu plus tard, ce fut la riposte.


Célérier-Perrin

mines. Elles confirmaient les déclarations de ralliés, de prisonniers et de journalistes. Le 2 février, un cinéaste anglais avait pu filmer les installations rebelles. Il avait vendu son film au 2e bureau.

Chaban-Delmas et Lacoste avaient approuvé ces plans, dont l'essentiel devait être communiqué à notre ambassadeur à Tunis et au général Gambiez, commandant les troupes françaises en Tunisie. Alors que Paris penchait pour une action aérienne, Alger préconisait une action terrestre et aéroportée, plus efficace, plus précise qu'un bombardement aérien et donc moins dangereuse pour la population civile.

Le 29 janvier, Paris avait confirmé le droit de poursuite. Le 1er février, le secrétaire d'Etat à l'Air, Christiaens, avait approuvé le plan du général Jouhaud. Le 1er février également, à Paris, le général Ely, chef d'état-major général de la Défense, donne son accord verbal au plan que lui présentait le colonel Marguet, sous-chef d'état-major de la Xe région, que j'accompagnais. Le 3, il confirme par écrit l'accord de Chaban-Delmas.

L'opération déclenchée le 8 février n'a donc pas pris le gouvernement au dépourvu, comme on l'imaginera après coup. Quant aux résultats, l'imagination se donnera aussi libre cours, qui n'attribuera initialement que des victimes civiles au bombardement.

« Djounoud » à Sakiet . . .

A peine l'opération était-elle effectuée que le téléphone — la ligne entre la Tunisie et Alger fonctionnait normalement — avertissait parents et amis des rebelles tués ou blessés, ou même sains et saufs.

Les photos aériennes prises sur-le-champ n'indiquaient aucun véhicule de la Croix-Rouge. D'ailleurs, sur intervention de la France, la Croix-Rouge internationale, pour éviter une reconnaissance officielle dont la propagande F.L.N. aurait tiré parti, avait accepté de passer par l'intermédiaire du Croissant-Rouge tunisien. Les vivres, médicaments, couvertures remis par la Croix-Rouge allèrent d'ailleurs pour moitié à la garde tunisienne et à l'A.L.N., ainsi qu'en fit foi le matériel tombé entre nos mains!

Laissons parler un rebelle — rallié par la suite —, commandant de katiba :

« Nous vivions mêlés à la population du village, composée surtout de commerçants. Le poste français, à 1 km de Sakiet, servait de cible aux *djounoud* qui allaient au village. Parfois, il ripostait par un coup de mortier... Malgré les observations de l'officier qui commandait le poste de la garde tunisienne, les sections s'installaient sur le plateau dominant le village et ouvraient le feu sur tout ce qui se déplaçait en territoire français. Nos mitrailleuses, ainsi qu'une arme installée sur le poste tunisien, tiraient fréquemment sur les avions survolant la frontière.

» Le 8 au matin, un appareil, sans doute

Convoi appelé en renfort, au cours d'un accrochage en zone frontalière. C'est en portant secours aux hommes du 23e R.I., pour l'embuscade de Sakiet, que les Français furent visés par des mortiers tirant de Tunisie.

Marc Peschier





touché, perdit rapidement de l'altitude et disparut derrière les collines. Les Tunisiens affirmèrent l'avoir vu s'écraser. La population, inquiète, commença d'évacuer le village, quelques habitants se dirigèrent vers le poste français.

» Vers midi, brusquement, une trentaine d'avions débouchèrent de l'horizon et piquèrent sur la ville. Des objets noirs se détachèrent des appareils et s'abattirent sur le village et sur les installations des mines. Dans un nuage de poussière, le sol trembla, des bâtiments s'effondrèrent. De la mine où nous cantonnions, le spectacle était impressionnant. Après un rapide virage, les avions se précipitèrent sur nous, les bâtiments volèrent en éclats, les hommes s'enfuirent de tous côtés, poursuivis par les mitrailleuses. Le dépôt d'armes et de munitions situé près de l'ancienne école de la mine sauta pendant plus d'une heure. Les avions disparurent. A la mine, on compta une trentaine de tués et une vingtaine de blessés. Une ancienne galerie où les *djounoud* avaient cherché refuge s'était effondrée. Une dizaine d'entre eux appartenaient à ma katiba, mais il y en avait beaucoup d'autres. En ville, les Tunisiens déploraient une dizaine de victimes. Des décombres, on dégagea une cinquantaine de nos hommes.

» Le soir, nous enterrâmes les morts dans une galerie, à l'exception d'une vingtaine de cadavres méconnaissables qu'on transporta en ville : le lendemain, une commission de l'O.N.U., disait-on, devait constater les résultats du bombardement.

Murphy, l'homme des « bons offices »

» Le lendemain, il n'y eut pas d'enquêteur de l'O.N.U., mais un assez grand nombre de journalistes, auxquels les Tunisiens avaient refusé, la veille, l'accès des lieux : il fallait préparer la mise en scène pour émouvoir l'opinion publique.

» On prétendra voir dans le bombardement de Sakiet-Sidi-Youssef un acte destiné à forcer la main au gouvernement. Il ne s'agissait que d'une représaille approuvée par celui-ci. Le président du Conseil, Félix Gaillard, et Chaban-Delmas couvriront officiellement l'opération, mais on laissera entendre qu'on avait été mis devant le fait accompli par une armée qui n'obéissait plus. »

Le bombardement de Sakiet conduira Bourguiba à déposer une plainte auprès du Conseil de sécurité et les Américains et les Anglais à proposer leurs « bons offices » pour résoudre la crise plutôt que d'aborder un débat public dommageable pour l'unité de l'O.T.A.N.

En réalité, ces « bons offices » étaient dans l'air bien avant l'affaire de Sakiet. Malgré l'opposition de la France, l'Angleterre et les Etats-Unis, le 14 novembre 1957, décident de livrer des armes à la Tunisie, au risque d'en voir une partie passer aux rebelles. Américains et Britanniques soulignent à cette occasion que les relations du Maghreb avec l'Occident ne relèvent plus exclusivement de la France.

Avec les « bons offices » réapparaît Murphy, ancien consul à Alger, qui s'était vu reprocher par Roosevelt de n'avoir pas associé les musulmans à la préparation du débarquement américain du 8 novembre 1942. Il est suivi d'un Anglais bien tranquille : Beeley.

Pour la France, les « bons offices » doivent porter sur la présence de troupes françaises à Bizerte et le retour à une situation normale entre la France et la Tunisie, où Bourguiba vient d'expulser

▶ BONS OFFICES

Tunis : "des combattants algériens sur notre territoire ? Jamais !"



Kahia



d'après film « J'ai 8 ans »

600 colons français, de fermer cinq consulats en zone frontière et de bloquer la zone de Bizerte. Pour Bourguiba, les « bons offices » doivent s'élargir à l'ensemble du problème algérien.

Or le gouvernement français négocie avec Washington une aide financière que les Américains subordonnent à un assainissement du budget — lire : une diminution des crédits militaires.

MM. « Bons-Offices » font le va-et-vient entre Tunis et Paris. Le 29 mars, il est question — outre de l'évacuation de Bizerte — d'un contrôle international de la frontière. Bourguiba s'opposant, sur les injonctions du F.L.N., à tout contrôle sur son territoire, sauf sur les aérodromes, on installe des commissions en Algérie : à Bône, Souk-Ahras, Tébessa... Espère-t-on ainsi mettre un terme aux activités du F.L.N. aux frontières ? Il est vrai que Bourguiba, avec une impudente assurance, affirme qu'il n'y a pas de rebelles algériens en Tunisie !...

Des secrets de Polichinelle...

Gaillard ne se montre pas hostile au projet. Lacoste, averti, fait procéder à une étude. L'état-major de la Xe R.M. évoque le précédent d'Indochine, où une commission internationale — elle existe toujours et coûte chaque année à la France, 500 millions —, composée d'Hindous, de Polonais, de Canadiens, constitue surtout une entreprise d'espionnage et de propagande au profit du Nord-Vietnam. Le remède, conclut-on, serait pire que le mal. Y souscrire serait plus que de la naïveté, Lacoste en est convaincu.

Mais en Tunisie, on cède sur toute la ligne. Contre des promesses qui ne seront jamais tenues : réouverture des consulats et retour des Français sur leurs terres, on évacuera Bizerte par paliers. Le général Gambiez, commandant les troupes françaises en Tunisie, est autorisé à circuler entre Tunis et Bizerte, où, jusque-là, il se rendait déguisé en femme arabe !...

Pour l'Algérie, la pression américaine s'accentue. Eisenhower et Foster Dulles insistent pour que les « bons offices » prennent une extension que Félix Gaillard avait initialement rejetée. Jean Monnet, dont l'influence est grande, soutient les propositions américaines.

Tout se passe dans une totale absence de discrétion. Le Parlement éprouve le sentiment que Gaillard va céder aux pressions étrangères : il est renversé, chute dont le F.L.N. s'attribue le mérite.

Il est clair, en effet, que cette diplomatie de place publique encourage surtout l'intransigeance de la rébellion. A la conférence d'Accra, le 22 avril, les Etats africains invitent la France à se retirer d'Algérie. A Tanger, le 27 avril, le Néo-Destour tunisien, l'Istiqlal marocain et le Front algérien proclament l'unité d'action dans la lutte pour la libération de l'Algérie. A Tunis, le premier secrétaire de l'ambassade américaine est ouvertement

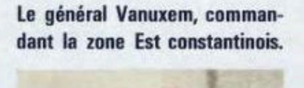


Le général Gilles commandait, en 1958, tout le Constantinois.

E.C.P.A.

Le général Gambiez, chef des troupes cantonnées en Tunisie.

R. Bail





Le général Vanuxem, commandant la zone Est constantinois.

E.C.P.A.



Le général Jouhaud, « patron » de l'armée de l'air en Algérie.

R. Bail



Le général Salan, commandant en chef des trois armes, en 1958.

Dégâts faits par le bombardement. *A gauche,* ce qui reste d'un rayon de vivres. On peut voir la photo de Ben Bella et *Pax* écrit sur des boîtes de lessive éventrées. Et puis *(photo du dessous)* le dessin d'un enfant qui a connu la terreur des bombardements. *A droite :* on a invité le corps diplomatique à venir constater les dégâts dans l'école, qui n'était pas un objectif. Les soldats de l'A.L.N. manœuvraient une mitrailleuse dans le village même. Les avions français visèrent aussi la caserne de la garde nationale tunisienne. Le F.L.N. décrète Sakiet « une occasion à saisir ».



Kahia

en contact permanent avec le F.L.N. A l'ambassade de France, on donne un bal masqué!...

Certain que les Français n'oseront pas, dans la conjoncture internationale présente, procéder à des représailles, le F.L.N. lance ses renforts sur les barrages. En trois mois, il y perdra 10 000 tués, 8 000 prisonniers et plus de 10 000 armes, mais au prix de durs combats. En Tunisie, il reçoit 17 000 fusils de guerre, 296 F. M., 380 mitrailleuses, 30 mortiers, 170 lance-roquettes antichars. Il attend 50 000 armes pour les mois suivants.

En Algérie, les « bons offices » accroissent l'attentisme des musulmans. « La population musulmane, écrit Lacoste, est très sensible à la publicité accordée aux travaux des réunions d'Accra et de Tanger, ainsi qu'aux intentions prêtées à nos alliés quant à l'avenir de l'Algérie. » Et il ajoute : « Le climat psychologique qui va se dégradant explique dans une large mesure nos difficultés avec certains éléments rebelles ralliés *(lire Bellounis)*. »

Dans les douars, la propagande affirme que l'Algérie sera indépendante sous peu, grâce aux nations arabes et aux Anglo-Américains. Pour le F.L.N., c'est le dernier quart d'heure!

Chez les Européens et dans l'armée, l'inquiétude n'est pas moindre. Elle est d'ailleurs exploitée par l' « antenne » de la Défense nationale que Chaban-Delmas a installée à Paris sous prétexte d'animer l'action psychologique. Là, Delbecque et Guy Ribaud entretiennent les activistes dans « la rogne et la grogne »; Sanguinetti, les anciens combattants; Vinciguerra, l'administration; le commandant Pouget, l'armée et notamment les paras. L'armée est d'autant plus remuée que les nominations de l'année précédente avaient favorisé de très nombreux cadres qu'on avait assez peu vus sur les champs de bataille. Un général avait démissionné à grand fracas.

Mort de la " IVe "

Partout, les esprits s'échauffent et pas seulement à Alger, mais aussi à Paris, dans les partis, dans la police, ce qui est plus grave.

Il n'y a plus de gouvernement : Pleven, Pflimlin buttent sur l'obstacle algérien. Ou on accepte les « bons offices », soit ceux des Anglo-Américains, soit ceux du Maroc et de la Tunisie, et l'on va très loin dans la voie de l'indépendance algérienne, ou on les rejette, au mépris de l'opinion internationale. Pierre Pflimlin hésite.

Le 10 avril 1958, un officier du 2e bureau d'Alger avertit Paris que les rebelles se proposent de fusiller trois soldats français détenus par la garde tunisienne à Souk-el-Arba. « Voyez M. Murphy », lui répond-on.

Dans tout cela, en effet, on a un peu oublié l'affaire de Sakiet-Sidi-Youssef. Le F.L.N. se charge de la rappeler. Le 9 mai, il annonce que, le 25 avril 1958, il a fait fusiller trois soldats du contingent : le sergent Richomme, le soldat Decourtex et le cavalier Feuillebois.

Ecœuré, Lacoste quitte l'Algérie en disant aux militaires : « A vous de jouer si vous ne voulez pas un Dien Bien Phu diplomatique. »

Puis ce sera le 13 mai, et la IVe République mourra.

Elle mourra, certes, du complot gaulliste, mais surtout — la crise provoquée par l'engrenage des « bons offices » le prouve — de l'impuissance de ses gouvernants à maîtriser la vie politique, à la fois nationale et internationale. H

Général JACQUIN (C.R.)

LE F.L.N. TIRE LES MARRONS DU FEU



Sakiet, le village tunisien, après le passage des B-26, à l'heure de la riposte française. Toitures effondrées et murs écroulés. Le raid sera sanglant et fera le jeu du F.L.N.



Il devait y avoir, le 8 février, une distribution de vivres aux réfugiés algériens vivant à Sakiet et dans les environs, sous l'égide de la Croix-Rouge internationale. Controverse autour de ces camions. Les services français prétendent que les croix rouges ont été peintes après coup, pour les besoins de la propagande...



La sinistre tournée des cadavres de Sakiet. Image qui rappelle étrangement l'alignement des morts d'El-Halia ou d'Aïn-Abid, ou de Melouza, et qui illustre l'escalade de la violence. Au fond, de profil, stylo en main, Tom Brady, du *New York Times*.



La caserne de la garde nationale tunisienne, dont une partie des locaux a été soufflée par les bombes. La veille, le gros des *djounoud* avait quitté Sakiet.

Le 27 décembre 1957, les colonels du C.C.E. vont « éliminer » Abane Ramdane, mais quand, le 10 décembre, l'Assemblée générale de l'O.N.U. a voté une résolution prenant acte des efforts de médiation du roi du Maroc et du président tunisien dans le conflit algérien, la direction du F.L.N. a pris complètement à son compte la stratégie préconisée par le leader qu'elle fera assassiner quelques jours plus tard : « Entraîner le Maroc et surtout la Tunisie assez loin dans la guerre contre l'armée française pour que, à l'heure de la négociation, Bourguiba ne puisse pas faire cavalier seul et s'entendre avec Paris sur le dos des Algériens (1). »

L'A.L.N., dont 6 000 soldats se sont implantés sur de puissantes bases en territoire tunisien, ne manque pas de moyens pour mener cette politique. Des combattants quittent les « centres d'entraînement » du Kef, de Tadjerouine, de Redeyef et d'Aïn-Draham (au nord), franchissant les barrages électrifiés de la « ligne Morice », notamment entre Morsott et Clairefontaine, harcèlent des unités françaises et reviennent à leur point de départ. Le 11 janvier, deux katibas tendent une embuscade à un groupe d'infanterie française au djebel Koucha, à 8 kilomètres au sud du village tunisien de Sakiet-Sidi-Youssef, distant de 500 mètres de la frontière algérienne, tuent quinze soldats et se replient en territoire tunisien, emmenant quatre prison-

(1) N.D.L.R. Le texte qui suit a été rédigé à partir des sources F.L.N. et du propre témoignage de l'auteur.


Kahia

New York Times, sans parler d'une importante équipe du *Guardian* (Peter Throckmorton, Thomas Hodgkins, Nino Pulijo) et de toute une escouade d'*El-Moudjahid*.

Les hommes dont le métier est de décrire la guerre racontent, dans leurs journaux, ce bombardement cruel et la diplomatie tunisienne verse ces articles à son dossier pour appuyer la « plainte contre la France » que le représentant de Bourguiba aux Nations unies, Mongi Slim, dépose, au soir du 9 février, au Conseil de sécurité de l'O.N.U. Des manifestants défilent dans les rues de Tunis aux cris de : « Evacuation des Français! Nous voulons des armes! » « Tout cela est excellent pour nous, dit Krim Belkacem à ses collègues du C.C.E., qui siège maintenant presque en permanence.

Masmoudi chez de Gaulle...

» Des Sakiet, les aviateurs français en font bien d'autres en Algérie, mais celui-là est exceptionnel. Le bruit qu'il a fait retentit dans le monde entier et, du coup, le monde entier s'intéresse davantage à notre cause. Il faut exploiter à fond cette situation et, pour commencer, harceler Bourguiba pour l'empêcher de mollir. »

Bourguiba, à cette date, n'est pas disposé à « mollir ». Comme Félix Gaillard a pris à son compte l'opération de Sakiet, le 11 février, lors d'un débat à l'Assemblée nationale française (terminé par un vote accordant par 335 voix contre 179 la confiance au gouvernement), et comme le président du Conseil a porté plainte à son tour au Conseil de sécurité contre « l'aide apportée par la Tunisie aux rebelles algériens », le président tunisien rompt les relations diplomatiques avec Paris. Son ambassadeur, Mohamed Masmoudi, quitte, le 12 février, la capitale française, non sans avoir offert une grande réception d'adieu, donné l'accolade à Pierre Mendès-France et à François Mauriac et fait un pèlerinage à Colombey-les-Deux-Eglises, auprès du général de Gaulle, « qui incarne la vraie conscience française ».

De Gaulle a tenu à redire, à propos des relations franco-tunisiennes, qu'il ne fallait pas « insulter l'avenir ». L'avenir est imprévisible, mais le présent est tumul-

(Suite page 1372)

niers. Cet affrontement provoque de vives réactions à Paris. A la suite de ses délibérations du 15 et du 29 janvier, le Conseil des ministres autorise les troupes françaises qui seraient attaquées par des unités algériennes venues de Tunisie à continuer le combat — après avoir toutefois obtenu le feu vert du gouvernement — même en territoire tunisien. En mettant ainsi en œuvre le « droit de poursuite », le président du Conseil, Félix Gaillard, entre, d'une certaine manière dans le jeu qui convient au F.L.N.

Le général Salan, commandant en chef en Algérie, envoie au général Vanuxem, commandant l'Est constantinois, et au général Jouhaud, commandant l'aviation, un télégramme dans lequel il transmet — en les interprétant de manière extensive — les directives gouvernementales.

Le 7 février, un avion de chasse français qui protégeait un convoi de ravitaillement essuie le tir d'une mitrailleuse installée sur le toit d'une maison du village de Sakiet. Le lendemain, 8 février, à 9 h 10, un bimoteur français qui effectuait un vol de reconnaissance dans la zone comprise entre la « ligne Morice » et la frontière est touché par un tir de la D.C.A. tunisienne et doit atterrir en catastrophe. La décision d'effectuer un « bombardement de représailles » est alors prise, du côté français.

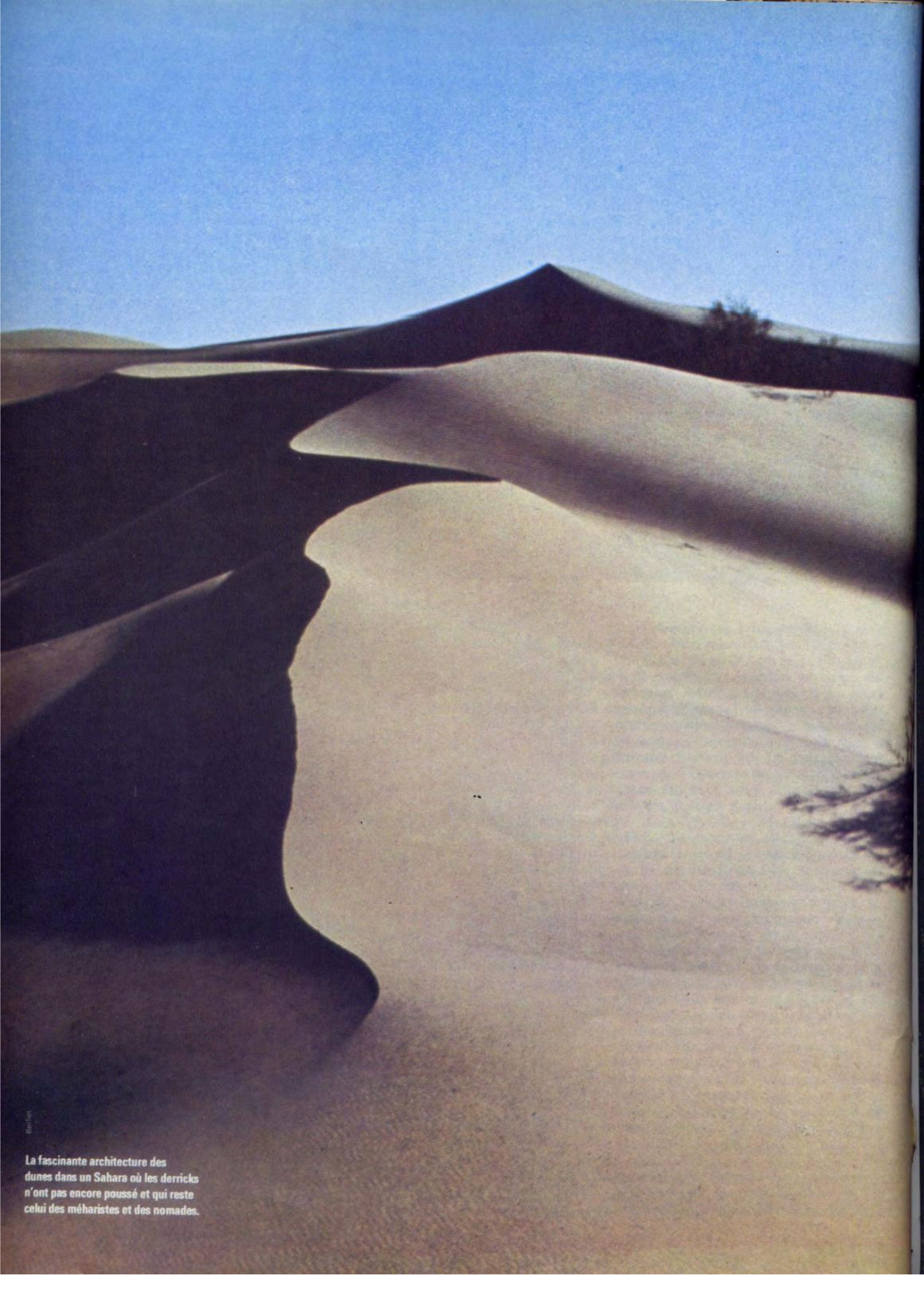
25 avions français B-27 et *Corsair*, chargés de bombes de 250 kg et de roquettes décollent à 10 h 35 et commencent, à 11 h 10, l'attaque de Sakiet.

L'instance suprême du F.L.N. presse Bourguiba d'agir rapidement et d'abord auprès de l'opinion internationale. Le C.C.E. n'a pas de mal à convaincre le président tunisien, qui invite diplomates et journalistes à se rendre sur les lieux. Dès le 9 février, on voit arriver à Sakiet l'ambassadeur des U.S.A. à Tunis, les chargés d'affaires d'Angleterre et d'Espagne, les représentants de nombreux pays du tiers monde, les journalistes qui ont l'habitude de rendre compte, et souvent depuis la Tunisie, des principaux épisodes du conflit algérien, et d'autres encore : Z. Pecar, du quotidien yougoslave *Borba*, Mario Giovana, du *Corriere di Trieste*, Raffaele Uboldi, de l'*Avanti*, Joseph Kraft, du *Saturday Evening Post*, Lee McCardell, du

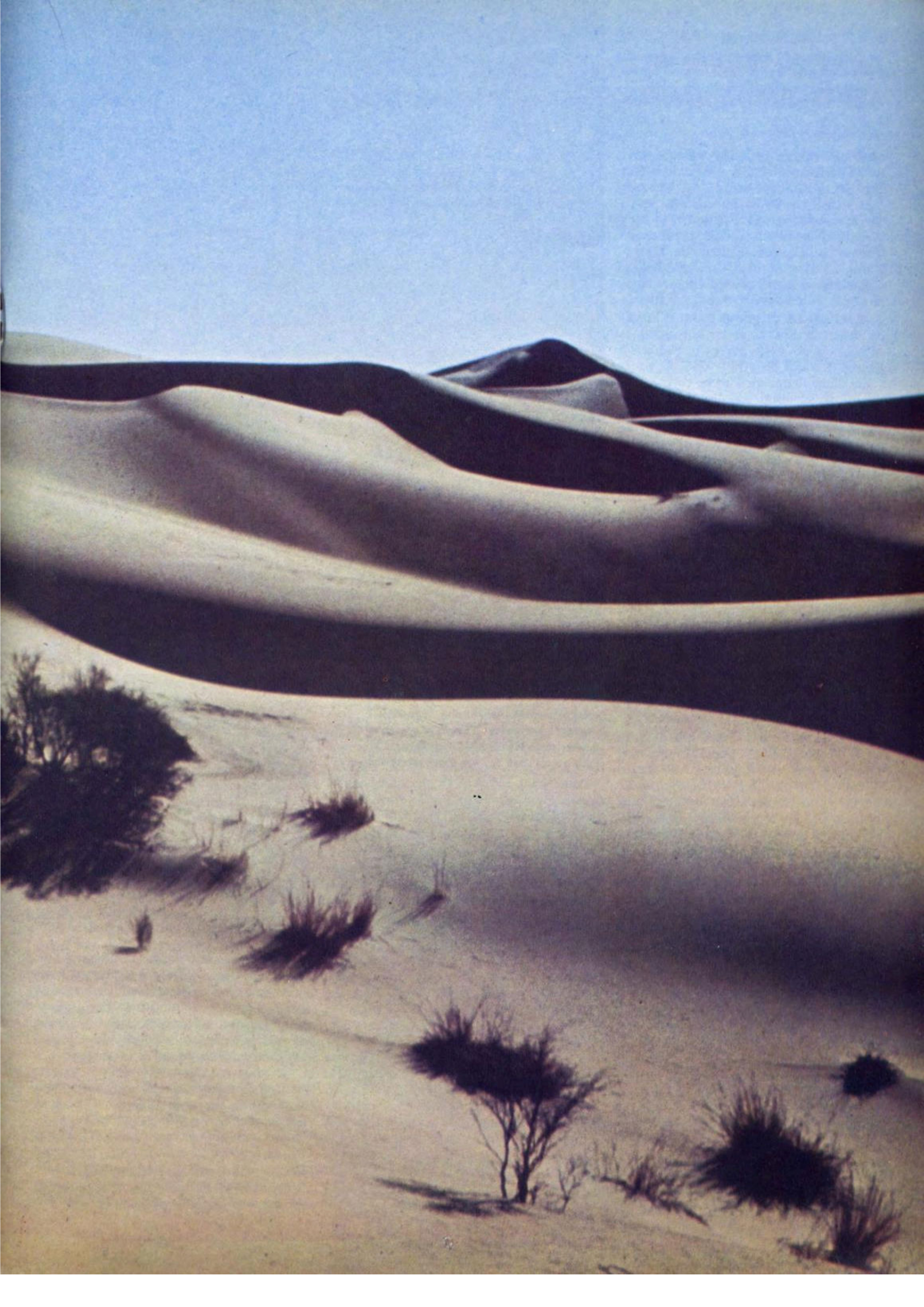
Paris-Match



En arrière des postes-frontière comme Sakiet, le long ▶ de la ligne Morice, qui va de la mer aux sables sahariens, les patrouilles se relaient quotidiennement.



La fascinante architecture des dunes dans un Sahara où les derricks n'ont pas encore poussé et qui reste celui des méharistes et des nomades.



Yazid : "l'affaire de Sakiet ? une aubaine ! elle internationalise le problème algérien"

(Suite de la page 1369)

tueux. Bourguiba ordonne, en effet, aux troupes françaises de Tunisie de demeurer dans leurs cantonnements (des barrages sont dressés sur les routes que les soldats de Gambiez ne franchissent... qu'en s'habillant en civil). Il fait expulser de Tunisie les consuls français de Gabès, Gafsa, Le Kef, Souk-el-Arba et Medjez-el-Bab ainsi que 600 colons. Il lance enfin la « bataille de l'évacuation » en interdisant aux navires de guerre français l'accès du canal de Bizerte et en abrogeant la convention de 1942 qui reconnaissait à Bizerte le statut de « port français ».

En même temps qu'il mène cette offensive, le Combattant suprême a l'habileté de ménager les Américains et d'affirmer qu'il est tout disposé à « louer Bizerte, en tant que port tunisien, à l'O.T.A.N. ».

Sakiet va relancer le problème de l'aide apportée aux Algériens du F.L.N. par le Maroc. Sur notre photo, Ben Barka, leader avancé de l'indépendance marocaine, et Bahi Ladgham, secrétaire général du Néo-Destour. ▶

Kahia



▲ **Mohammed V, roi d'un Maroc qui vient de naître à l'indépendance. A sa droite, tête nue, son fils cadet, le prince Moulay Abdallah. Mohammed V suscitera la conférence de Tanger pour tenter de maintenir dans la Fédération maghrébine un F.L.N. qui, en 1957, au Caire, s'était tourné vers l'est.**

Paris-Match/Courrière

Maladresse de Pineau

Cette manœuvre, qui n'est pas sans efficacité à Washington, gêne considérablement, à l'O.N.U., le ministre des Affaires étrangères français, Christian Pineau, qui s'est déjà mis dans une mauvaise situation en déclarant au journaliste américain Alsop que le bombardement de Sakiet devait « être dû à une erreur du commandement local français », puis en se démentant, sans convaincre personne, lorsque son gouvernement lui a fait savoir qu'il avait décidé de « couvrir » une opération décidée par l'armée.

Le porte-parole des U.S.A. aux Nations unies, Cabot Lodge, prend rapidement l'initiative d'un entretien au cours duquel il fait savoir au chef de la diplomatie française, au représentant français aux Nations unies, Georges-Picot, et à différents membres de la délégation française (parmi lesquels Valéry Giscard d'Estaing) à quel point la « déplorable querelle franco-tunisienne » à propos de Bizerte affaiblit tout le dispositif de l'O.T.A.N. en Méditerranée. Il ajoute que, pour cette raison, le président Eisenhower, tout en comprenant l'irritation des autorités françaises devant la collusion entre Tunisiens et rebelles algériens, souhaite qu'une solution de compromis vienne mettre fin au conflit Paris-Tunis. M'hamed Yazid, le meilleur diplomate du F.L.N., déclare, lorsqu'il est informé de la teneur de cet entretien : « Quelle aubaine! Ce sont les Français eux-mêmes qui, en bombardant Sakiet, ont internationalisé l'affaire algérienne. »

Yazid est persuadé que les U.S.A. vont jouer un rôle de plus en plus important dans l'évolution de la guerre d'Algérie. C'est pourquoi il envoie au C.C.E. un rapport détaillé qui explique, dans sa partie analytique, toutes les nuances, voire

Mongi Slim, un des leaders du Néo-Destour. Il fera partie de la délégation qui négociera avec la France le statut d'indépendance de la Tunisie. Il deviendra ministre d'État, puis porte-parole et chef de la délégation tunisienne à l'O.N.U. Un homme impassible, remarquablement doué pour les débats difficiles. ▶



Keystone

toutes les contradictions de la classe politique américaine face aux problèmes de l'Afrique du Nord et qui indique, *in fine*, de quelle manière devrait se comporter la résistance algérienne.

Le représentant du F.L.N. à New York souligne que l'on trouve encore, au State Department et surtout au Pentagone, de nombreux Américains — militaires et civils — qui croient à la réalité d'une stratégie à long terme de l'U.R.S.S. tendant à « encercler l'Europe » à la faveur d'une « active pénétration en Afrique du Nord » et que, dans ces conditions, l'aide à l'effort militaire français contre les « rebelles algériens soutenus par Moscou » s'inscrit dans le cadre de la « lutte mondiale contre le communisme ». Le gouvernement français appuie évidemment à fond cette théorie tout en faisant valoir que le Pacte atlantique couvre les départements d'Algérie et que, de ce fait, la solidarité des alliés de la France doit jouer aussi en Algérie.

On voit cependant se développer dans les milieux influents des U.S.A., poursuit Yazid, une tendance nouvelle « de plus en plus nettement anticolonialiste », principalement animée par des syndicalistes de la centrale A.F.L.-C.I.O. (tel Irving Brown, qui a pris l'avion pour se rendre personnellement à Sakiet), des dirigeants de grandes sociétés, comme la Standard



Paris-Match

◀ Entretien Chaban-Delmas-Habib Bourguiba, chez le haut-commissaire de France, à Tunis. Nous venons de reconnaître officiellement l'indépendance de la Tunisie.

Oil, qui s'intéressent au pétrole du Sahara (le premier train chargé de pétrole n'est-il pas arrivé, le mois précédent, à Philippeville ?) et des théoriciens politiques convaincus, comme l'écrit la revue *Foreign Affairs*, que « le nationalisme modéré d'un Bourguiba ou d'un Mohammed V est, en Afrique du Nord, le meilleur bouclier face au communisme ou à l'extrémisme d'un Salah Ben Youssef ou d'un Ben Barka ». Ce courant a été assez puissant pour obtenir que les autorités de Washington accordent à la Tunisie une aide financière (en remplacement de l'aide de 15 milliards de francs supprimée par la France) et même des fournitures d'armes (grâce à un accord en date du 12 novembre 1957).

Appelés à arbitrer ces deux tendances, conclut Yazid, le président Eisenhower et son secrétaire d'Etat, John Foster Dulles, ne contesteront pas la doctrine selon laquelle « l'affaire algérienne est une affaire intérieure française », mais ils profiteront très vraisemblablement de la situation de force que leur donne leur rôle de créanciers de Paris (le gouvernement de Washington, le Fonds monétaire international et l'Union européenne des paiements ont accordé à la France, en janvier, une aide financière de 655 millions de dollars) pour proposer et imposer à la France leur médiation dans le conflit franco-tunisien, de manière que le contentieux entre Paris et Tunis ne soit pas débattu à l'O.N.U., ce qui serait gênant pour l'alliance occidentale, mais, plus discrètement, entre les capitales intéressées, et éventuellement à l'O.T.A.N.

Après ce diagnostic — qui se révélera remarquablement exact — l'habile diplomate du F.L.N. suggère la thérapeutique qui doit être, à son sens, celle des Algériens : jouer Washington contre Paris et, pour faire évoluer les Américains, dénoncer vigoureusement leur responsabilité dans la guerre, « du fait des complicités qui s'établissent à l'O.T.A.N. », et les menacer d'un rapprochement sensible du F.L.N. avec l'Egypte neutralisante et avec les pays communistes.

Message à Eisenhower

Ces conseils vont être suivis à la lettre. C'est au Caire, en effet, que le C.C.E. se réunit, le 14 février, sous la présidence de son doyen d'âge Ferhat Abbas, qui est arrivé de Montreux (où il s'est remis des suites d'un accident de voiture survenu fin décembre au Maroc). L'instance suprême du F.L.N., d'autre part, exerce son chantage sur Washington en dénonçant vigoureusement « la politique des U.S.A. qui, dans le cadre de l'O.T.A.N., livrent aux Français des armes qui sèment la mort en Algérie », en stigmatisant « l'Occident complice du colonialisme français » (ce sera là, d'ailleurs, le titre d'un éditorial d'*El-Moudjahid*) et en se tournant vers Nehru. Il est officiellement demandé au leader indien « dans quelles conditions le groupe des pays afro-asiatiques représentés à l'O.N.U. pourrait reconnaître un gouvernement algérien en exil ».

Trois leaders du F.L.N. — Krim Belkacem, Chérif Mahmoud et Ferhat Abbas — quittent, le 17 février, Le Caire pour Tunis afin d'aller présenter à Bourguiba, dans sa résidence de Saïda, les résolutions du C.C.E.

Fort inquiet des menaces algériennes d'une « ouverture à l'est », le président tunisien envoie à Eisenhower un message « personnel et confidentiel » qui est un ▶

François



Ghadamès, à la frontière de Libye, un point de passage ▶ des armes destinées aux camps de combattants algériens en Tunisie. Des compagnies sahariennes y cantonnaient.

▶ **LES MARRONS...**

Quand les bombes de ▶ Sakiet éclatent, Bourguiba lance sa grande campagne pour l'évacuation totale par l'armée française y compris Bizerte. Mesurant d'autre part à quel point il est « coincé » par la présence de l'A.L.N. sur son territoire, il sait que cette emprise durera autant que la guerre d'Algérie. Alors, il réclame la médiation américaine. Le tandem Murphy *(tête nue)* - Beeley devenant « MM. Bons-Offices », après l'arrivée d'armes américaines en Tunisie et de toute provenance en Algérie, c'est l'internationalisation !



Kahia

C.C.E. : des "bons offices," mais "algérianisés"

appel au secours. Il déclare, d'autre part, publiquement, dans une interview au correspondant de *Newsweek* : « Je reste aux côtés de l'Occident. Je n'accepterai jamais l'aide de Nasser ni de l'Union soviétique, ni ne me rangerai à leurs côtés. Mais je ne puis vous dire ce que fera le peuple tunisien si la situation s'aggrave et si les Etats-Unis et le reste du monde occidental refusent de répondre par l'action à mes demandes urgentes d'aide économique et à nos appels pour mettre fin à la guerre d'Algérie. »

Dès lors, la diplomatie américaine et, dans son sillage, la diplomatie britannique s'activent. Les démarches à Paris et à Tunis se font pressantes. Le département d'Etat et le Foreign Office peuvent annoncer, le 19 février, qu'ils ont fait aboutir un projet en discussion depuis dix jours déjà, et que la France et la Tunisie ont également accepté de recourir aux « bons offices » de deux hautes personnalités : l'Américain Robert Murphy, sous-secrétaire d'Etat adjoint, ancien consul des U.S.A. à Alger de 1940 à 1943, et l'Anglais Harold Beeley, sous-secrétaire d'Etat adjoint permanent au ministère des Affaires étrangères.

Le gouvernement français précise, d'emblée, la portée restrictive qu'il entend donner à cette mission anglo-américaine — dont l'existence permet, ainsi que l'avait prévu Yazid, l'ajournement, le 20 février, du débat sur le conflit franco-tunisien au Conseil de sécurité de l'O.N.U. : « La France, déclare-t-il, désire expressément limiter les « bons offices » à trois questions : 1) la situation des militaires français en Tunisie; 2) le contrôle de la frontière franco-tunisienne; 3) la reprise des discussions bilatérales sur le contentieux franco-tunisien, et notamment sur le stationnement des troupes françaises. » Celles-ci, est-il précisé, pourraient se regrouper en évacuant certains postes, en Tunisie, mais elles entendent conserver leurs aérodromes, leurs radars et la base de Bizerte.

A Tunis, on ne voit pas les choses du même œil, et les Algériens sont là pour pousser Bourguiba à donner à la mission Murphy-Beeley une tout autre signification. La presse du F.L.N. se déchaîne, à cette date, contre la décision française de « créer sur la frontière, du côté algérien, un *no man's land,* d'une cinquantaine de kilomètres de profondeur et d'évacuer la population civile de ce *no man's land* »...

« Cette mesure, qui va provoquer l'exode de dizaines de milliers de malheureux réfugiés, est inhumaine et, d'autre part, le fait même qu'elle ait été prise prouve à quel point le conflit franco-tunisien et le conflit franco-algérien sont étroitement mêlés », déclare Bourguiba en recevant Murphy lorsque ce dernier, après avoir conféré à Paris avec les dirigeants français, arrive dans la capitale tunisienne. Et il ajoute : « Votre entreprise sera vouée à l'échec si elle ne s'attaque pas au fond même du problème : la guerre d'Algérie. » Sur ce point, le Combattant suprême et le C.C.E. se rejoignent : ils voudraient que les « bons offices » fussent « algérianisés ».

Mettre sur pied un « pacte méditerranéen »

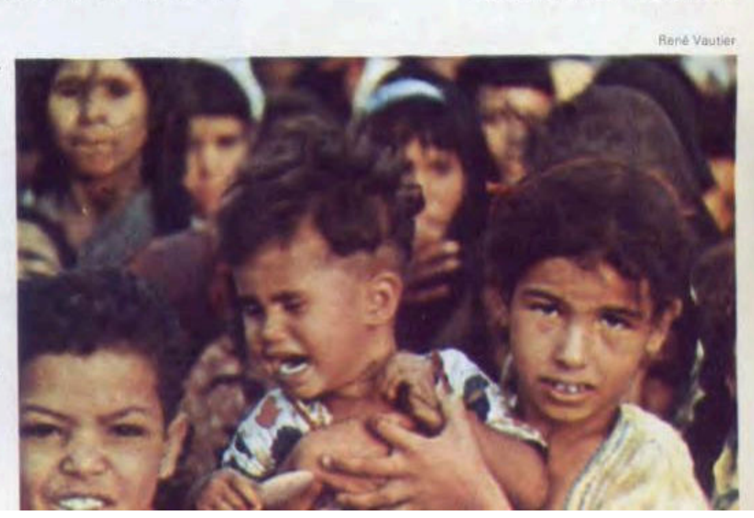
John Foster Dulles ne sous-estime pas l'opposition entre le point de vue de Paris et celui de Tunis, mais il pense que la contradiction pourrait être résolue « dans un cadre régional plus vaste ». Comme sa politique est, dans le monde entier, celle de la consolidation ou de l'extension de l'influence américaine par la création de « pactes régionaux », il expose officieusement à ses alliés la mise sur pied d'un « pacte méditerranéen » patronné par les U.S.A. et dans lequel entreraient l'Angleterre, la France, l'Italie, l'Espagne, la Grèce, la Turquie, la Libye, la Tunisie, le Maroc... et l'Algérie, celle-ci « étant solidement liée à la France par le ciment d'une association franco-maghrébine ».

Le secrétaire d'Etat au Foreign Office, Sellwyn Lloyd, vante ce projet à Félix Gaillard, qui le trouve « intéressant » car, estime-t-il, on pourrait peut-être faire accepter au F.L.N. dans ce contexte, une « souveraineté nouvelle, mais néanmoins limitée » : « Le problème algérien, explique le président du Conseil à son interlocuteur, soulèverait moins de passions si on le traitait en même temps que tous les autres problèmes de l'Occident en Méditerranée. »

Accusé par de nombreux députés de faire preuve de faiblesse devant les manœuvres anglo-américaines pour internationaliser le conflit algérien, Félix Gaillard sera renversé, le 15 avril, par l'Assemblée nationale, au terme d'un débat dramatique. Ce vote, qui mettra fin aux « bons offices » de Murphy et Beeley, exprimera le sursaut nationaliste des milieux dirigeants de Paris. Les événements du 13 mai 1958, qui prolongeront ce sursaut, seront, au bout du compte, la conséquence directe de l'affaire de Sakiet. **H**

Albert Paul LENTIN

René Vautier



Pour échapper à ▶ la guerre en Algérie avec ses ratissages et ses bombardements, comme pour échapper aux regroupements, des familles entières passaient la frontière et s'installaient en Tunisie autour des bases de l'A.L.N. Se posa alors le problème des réfugiés.


Paris-Match

Le maire d'Alger, Chevallier.

MATCH LACOSTE-J. CHEVALLIER


E.C.P.A.


A.F.P.

En haut, minute de silence, cérémonies officielles, Lacoste et Chevallier côte à côte, assument, l'un, ses fonctions de maire d'Alger, l'autre, celles de ministre résidant. Rien ne transpire, en public, du sourd duel qui oppose le socialiste chargé d'éviter l'indépendance de l'Algérie au pied-noir libéral, partisan de négociations avec l'adversaire.

Au début de l'année 1958, le général Salan, commandant en chef, est satisfait de l'évolution de la situation militaire en Algérie. Il affiche un certain optimisme dans un rapport qu'il adresse à Robert Lacoste, le ministre résidant, portant sur les neuf premiers mois de 1957. Dans les grandes villes, l'action énergique menée contre les réseaux terroristes et les O.P.A. a fait cesser les attentats meurtriers, ramenant le calme et la sécurité. La technique de cette lutte particulière est maintenant au point. Dans le bled, la chasse aux bandes rebelles a été intensifiée par les unités, qui ont l'initiative des opérations dans beaucoup de secteurs.

Salan précise que les succès les plus importants ont été remportés dans les zones frontalières, l'Aurès, le djebel Amour, le Dahra, l'Ouarsenis où l'armée est fortement aidée par les harkas du bachagha Boualem. Il cite des chiffres pour cette même période : 24 000 fellaghas mis hors de combat, 124 armes collectives saisies en même temps que

le maire et le ministre, ou l'impossible rapprochement sur la solution du problème

5 000 fusils de guerre, 10 000 fusils de chasse et 6 000 pistolets.

Sur le plan de la pacification, ces résultats ont amené les populations à reprendre confiance et à renouer le contact avec les autorités. « La reconquête des esprits, écrit notamment le commandant en chef, a été accélérée par une action psychologique constante, méthodique et efficace. »

Le général Salan a un autre motif de satisfaction : des documents trouvés sur des combattants de l'A.L.N. révèlent une baisse très nette du moral de l'ennemi. Elle est sensible tout particulièrement dans les katibas de l'extérieur. Les *djounoud* entraînés au Maroc et en Tunisie répugnent de plus en plus à quitter la quiétude des camps pour combattre en Algérie. Il est évident que la peur des barrages électrifiés n'est pas étrangère à ce manque d'enthousiasme.

La loi-cadre

Celui de la frontière algéro-tunisienne, le plus important, est réalisé à 80 %. 80 000 mines ont été posées entre des kilomètres de réseaux de barbelés munis de systèmes d'alarme aussi perfectionnés que ceux des grandes banques. Des blindés légers, le chargeur engagé dans la culasse des mitrailleuses lourdes, patrouillent de jour et de nuit le long de cette nouvelle muraille de Chine.

Mais si, du point de vue militaire, la situation est encourageante en ce début de 1958, elle est singulièrement compliquée sur le plan de la politique. Un an ou presque après son arrivée dans ces départements algériens si différents de sa Dordogne natale, le bouillant Robert Lacoste est bien obligé d'admettre qu'il est un homme pratiquement seul. Les musulmans, sur lesquels il compte pour l'aider à réaliser la réforme communale qu'il a entreprise, hésitent. Les malheureux savent que les menaces du F.L.N. ne sont pas des paroles en l'air.

Les Européens ? Au lendemain de la « bataille d'Alger », ils criaient : « Vive Lacoste ! » comme ils criaient « Vive Massu ! ». Maintenant, n'écoutant une fois de plus que les sirènes de l'activisme algérois, ils le conspuent quand il paraît à une cérémonie officielle. La raison de ce brusque revirement, bien dans le tempérament des pieds-noirs, c'est évidemment la loi-cadre et surtout le collège unique. Pour les ultras, ce nouveau statut de l'Algérie porte les germes de l'indépendance.

Cette loi-cadre qui a été fatale au gouvernement Bourgès-Maunoury, Robert Lacoste, têtu et obstiné, a fini pourtant par l'imposer en dépit de toutes les oppositions, les prises de position, les pièges aussi, tendus par ses adversaires politiques de l'autre côté de la Méditerranée. Retouchée, rajustée, « arrondie aux angles » pour calmer les inquiétudes des Européens et d'une fraction du Parlement, elle a été adoptée par l'Assemblée nationale le 29 novembre 1957. De justesse : 269 voix pour, 200 contre.

Il reste maintenant à trouver des hommes courageux et de bonne volonté pour préparer la mise en place des nouvelles assemblées. Le tour est vite fait. Le ministre résidant mesure un peu plus sa solitude. Sur qui peut-il compter ? La fameuse « troisième force » n'est pas encore née. Du reste, elle ne sortira jamais des rêves et des chimères. De la bourgeoisie musulmane, Robert Lacoste a dit un jour : « Elle ne représente plus rien. » Les élus européens, quant à eux, ne cessent de répéter, tant à Alger qu'à Paris, qu'il est vain de vouloir trouver une solution politique au problème algérien avant que la rébellion soit totalement écrasée par les armes. Ce préalable n'est en somme que la répétition du fameux triptyque de Guy Mollet. Il sert à dissimuler un refus systématique de toute réforme.

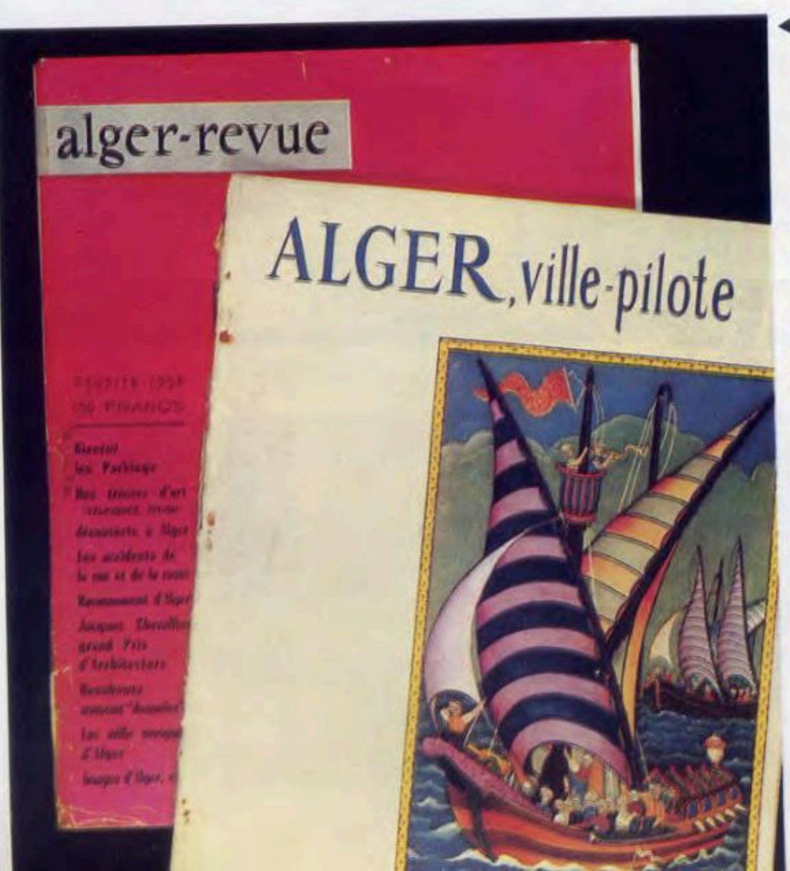
Robert Lacoste pourrait peut-être se tourner vers les rares libéraux d'Algérie qui ont au moins le grand mérite d'afficher des opinions à contre-courant de la majorité de leurs compatriotes. Seulement, il leur arrive d'avoir des initiatives qui ont le don de faire exploser le coléreux ministre résidant. Lui, le socialiste, le profond républicain, l'homme de gauche, voilà qu'il en arrive à se méfier autant des milieux libéraux que des ultras.

Tallandier



Marguerite Sy

La bête noire du ministre résidant c'est, du reste, l'homme qui domine par sa



◀ ***Alger-Revue*, diffusée par la municipalité. Au sommaire (nous sommes en 1955) : enquête sur les parkings ; la découverte à Alger de tableaux de Vélasquez et du Titien ; les accidents de la route ; Jacques Chevallier, grand prix d'architecture ; autre découverte, un « Douanier Rousseau » musulman : le peintre Benaboura, et l'histoire des mille mosquées de la ville. En page de garde, l'« Algérie de papa-pirate » !**

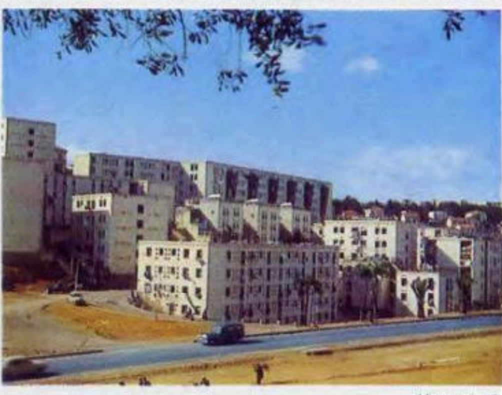
Diar-el-Mahçoul et Diar-es-Saada, l'orgueil de Jacques Chevallier, qui dota sa ville de ces deux extraordinaires cités radieuses conçues par Fernand Pouillon. *A gauche en haut :* Martinaud-Déplat, ministre de l'Intérieur, et J. Chevallier sur le chantier de Diar-es-Saada. *A droite :* octobre 1953, première pierre de Diar-el-Mahçoul. Des bidonvilles *(à gauche)*, Chevallier fit surgir ces armadas d'immeubles. Opposé aux opinions de la majorité européenne, il était très populaire en milieu musulman.



Tallandier



Marguerite Sy



Marguerite Sy

valeur et sa personnalité la petite frange libérale d'Alger : Jacques Chevallier, maire d'Alger, ancien ministre de la Défense nationale sous le gouvernement Mendès-France. Robert Lacoste a décidé de l'éliminer, de le balayer de la mairie d'Alger. Il redoute en effet que Jacques Chevallier et son conseil municipal, où toutes les tendances sont représentées, ne contrôlent complètement la nouvelle assemblée territoriale d'Alger prévue par la loi-cadre. Craint-il une réaction violente des Algérois qui n'aiment pas les idées de leur maire ou a-t-il peur que Jacques Chevallier ne devienne un obstacle à la poursuite de sa politique en Algérie ? Les deux raisons sont sans aucun doute aussi valables l'une que l'autre.

A ses proches collaborateurs qui lui parlaient de Jacques Chevallier pour lequel ils avaient, contrairement à leur patron, une estime certaine, Lacoste devait confier un jour :

« Blachette et Chevallier sont pour la discussion et la négociation avec le F.L.N. Ce n'est pas avec cette solution qu'on peut aboutir. On ne s'arrangera pas en cours de route car on a la preuve que l'on a affaire à des révolutionnaires durs qui ne veulent que l'indépendance. Et moi, j'ai mes militaires. Dès que l'on parle négociation, ils comprennent trahison... »

A l'origine de ce qui est plus qu'une brouille entre ces deux hommes d'origine, de formation et de tempérament différents, il y a chez Robert Lacoste le fait, très fréquent, qu'il n'apprécie pas la présence de ceux qui peuvent lui faire de l'ombre. Or, incontestablement, de tous les élus européens, Jacques Chevallier est celui qui peut devenir un redoutable rival. Il est jeune. Il a montré son dynamisme à la tête de la municipalité d'Alger en réalisant les grandes et harmonieuses cités de Diar-es-Saada et de Diar-el-Mahçoul. Point important : il est aimé et respecté des musulmans qui voient en lui un homme sage, juste, attaché à leur mieux-être et à leur promotion sociale.

«Aussi versatile que le temps...»

Au sein de son équipe municipale, Jacques Chevallier a réussi à faire travailler en commun pour le seul bien de leur ville, des élus musulmans de tendance nettement nationaliste et des Européens très attachés à l'Algérie française. La rébellion a rompu ce miraculeux équilibre qui préfigurait peut-être l'Algérie future telle que la rêvaient des hommes comme le maire d'Alger.

Puissant et influent, Jacques Chevallier, qui ne manque pas, d'autre part, de séduction avec son physique, son élégance et sa voix chaude, l'est également. Un fait qui remonte à la fin de l'année 1954 prouve son audience dans les milieux politiques de la capitale. En décembre, les Renseignements généraux, que dirige le commissaire Costes, arrêtent Me Kiouane, élu du M.T.L.D. et l'un de ses adjoints au conseil municipal. Cette arrestation aurait dû être opérée plus tôt car elle était prévue dans le plan « Orange amère » selon lequel tous les éléments fichés aux R.G. devaient être appréhendés.

En apprenant la nouvelle, Jacques Chevallier perd son calme. A travers son adjoint, c'est lui qui se sent visé. Le coup ne peut venir que de son vieil adversaire, le sénateur Borgeaud, dont on dit qu'il tient la police algéroise dans sa main. Dès lors, il n'aura de cesse qu'il n'ait fait muter en métropole le commissaire Costes. Effectivement, à la mi-janvier, il obtient satisfaction. Le commissaire est affecté en France avec douze autres fonctionnaires de la police. Il y a malheureusement parmi eux celui qui avait le contact avec un indicateur du C.R.U.A. Le fil sera rompu.

Depuis, Jacques Chevallier s'est mis à dos la majorité des pieds-noirs. A partir du moment où le F.L.N. s'est mis à massacrer des soldats du contingent, à tuer dans les villes et les campagnes des femmes et des enfants des deux communautés, la colère et la passion l'ont emporté sur la raison. Personne n'a pu admettre et encore moins comprendre qu'il veuille tenter de dialoguer avec des assassins. Pour le colon du bled qui s'enferme le soir dans sa ferme transformée en blockhaus, le fusil à portée de la main, comme pour le pied-noir de Bab-el-Oued ou de Belcourt qui a perdu un parent au Casino de la Corniche ou à Palestro. ▶

Tallandier



A El-Biar, sur les hauteurs de la ville, la belle maison de Jacques Chevallier, baptisée « le Bordj », où il a vécu après l'indépendance et où il est mort, il y a un an...



Coll. particulière

Le conseil municipal d'Alger pose, au grand complet, autour de Jacques Chevallier, sur la terrasse du nouvel hôtel de ville. 22 musulmans sur 44 conseillers et le même pourcentage parmi les adjoints. Cette photo a paru dans le numéro d'*Alger-Revue* de Noël 1956...

ce duel auquel mai 1958 mettra enfin un terme

Jacques Chevallier le bâtisseur est devenu Chevallier le vendu, le pourri.

Ce n'est pas cet homme profondément marqué et torturé par l'hostilité de ses compatriotes qui fait peut-être peur à Robert Lacoste, mais plutôt les ambitions personnelles qu'il pense être celles du maire d'Alger. Ne dit-on pas couramment que le rêve de Jacques Chevallier est d'être le premier président d'une république franco-algérienne ? Si cela est vrai, c'est un objectif qu'il poursuit avec Ferhat Abbas et quelques autres notables musulmans. Toujours est-il que le ministre résidant, écrivant à Guy Mollet, alors président du Conseil, pour le mettre en garde contre les libéraux d'Alger, lui conseillera, sans citer le nom du maire d'Alger : « Ne leur dites pas qu'un gouvernement provisoire sera certainement dominé par les rebelles, lesquels continueront d'être intransigeants. Ils ne vous croient pas. Ils ont déjà retenu leur place dans le futur exécutif transitoire. »

Au printemps de 1957, il a été beaucoup question d'un projet de Constitution fédérale qui a été attribué au tandem Blachette-Chevallier. Ses auteurs préconisaient d'établir avant la session de l'O.N.U. des liens constitutionnels et institutionnels entre la République française fédérale et l'Algérie. Il était même question de faire appel au vieux Messali Hadj, « en opposition de doctrine avec le F.L.N. », pour qu'il les aidât, à condition de lui en fournir les moyens, à les débarrasser des tueurs du F.L.N. inconnus de leurs services de police mais fichés par le M.N.A. »

On est tout de même assez loin de la loi-cadre de Robert Lacoste, qui amorce pourtant elle aussi une fédération. Jacques Chevallier, qui a condamné en son temps l'intégration prônée par Jacques Soustelle, son ancien patron au B.C.R.A. pour lequel il a effectué des missions aux Etats-Unis, ne croit pas que cette loi-cadre soit « un instrument idéal ». « Sa complexité est extrême, estime-t-il, et les quelque trente ou quarante décrets d'application qui doivent la compléter après approbation du Parlement alourdiront sa mise en train. Mais au moins, ajoute-t-il, elle existe. Il faut absolument trouver une ouverture politique. La masse musulmane devient de jour en jour plus disponible... Et ce qui est valable aujourd'hui peut ne plus l'être demain si demain tarde trop. C'est une affaire de confiance et la confiance, ici, est aussi versatile que le temps. »

En repensant à 1957...

Une affaire de confiance, c'est peut-être ce qui peut résumer le mieux l'antagonisme qui règne entre le ministre résidant et l'ancien ministre, maire d'Alger. Alors que leur souci commun de trouver une solution équitable pour tous au douloureux problème de l'Algérie devrait les rapprocher, tout semble au contraire les éloigner l'un de l'autre.

Robert Lacoste n'est pas loin de penser que Jacques Chevallier a des contacts secrets avec le F.L.N. Comme il le sait très introduit dans les milieux musulmans, cela n'est pas impossible. A cet égard, il se souvient d'une étrange démarche du maire d'Alger à la fin du printemps de 1957. Chevallier est venu le voir au Gouvernement général et lui a annoncé :

— Monsieur le ministre, j'ai reçu la visite d'un Algérien qui me propose un entretien avec une personnalité importante du F.L.N. Ce serait certainement intéressant.

— Bien sûr, a répondu Lacoste. Allez-y et tenez-moi au courant.

Mais son interlocuteur a repris :

— Comme le rendez-vous doit se tenir à Sakamody, région sans cesse quadrillée par l'armée, et que, si je me fais prendre, je serai cloué au pilori de la trahison, donnez-moi un ordre de mission.

Lacoste a réfléchi aux conséquences que pourrait avoir sur l'armée et sur l'opinion européenne une caution officielle à une rencontre avec des rebelles. Très vite il a renoncé :

— Il vaut mieux, en définitive, que vous ne les voyiez pas. Nous touchons au but. Leur démarche le prouve. Ils ont perdu la partie. Croyez-moi, ils reviendront, mais d'une autre façon.

Qui sait ce qui aurait pu sortir d'un contact entre le libéral Chevallier et cette « personnalité importante » du F.L.N. Ce qui est probable, c'est que cette tentative de dialogue du maire d'Alger a probablement convaincu un peu plus le ministre résidant de la nécessité de l'écarter de sa route en l'éliminant de la mairie.

Ce sera fait quelques mois plus tard. Mais Lacoste n'y sera pour rien. Ce sont les événements de mai 1958 qui chasseront Jacques Chevallier de l'hôtel de ville, un grand building voisin de l'Aletti, et le forceront au silence dans sa villa d'El-Biar. Et Bébé-Lune sera, lui aussi, balayé avec la IVe République par cet immense mouvement monté des profondeurs de l'Algérie et savamment canalisé, orchestré et guidé par les gaullistes. H

Francis ATTARD



Édit. photo africaine

Sur le boulevard Front-de-Mer, le puissant immeuble de la nouvelle mairie d'Alger flanquant la préfecture, dont on voit le minaret. Deux styles opposés : turqueries et sobriété. C'est là que l'architecte Fernand Pouillon avait installé ses bureaux d'études.



Georges Rodger/Magnum

Où en est l'armée d'Algérie, en mai 1958 ? Au bout d'une longue et douloureuse trajectoire qui l'a menée du désastre de 1940 à la défaite humiliante de Dien Bien Phu, elle espère que de Gaulle, en Algérie, saura comprendre le sens de son combat. De Gaulle pouvait compter sur le soutien de la majorité des cadres et de la troupe au lendemain du 13 Mai.

POURQUOI L'ARMÉE DE MAI 58 ATTENDAIT L'HOMME DE JUIN 40

Pétain, de Gaulle, les deux profils d'un drame dont les stigmates

De Gaulle à Alger, ▶ ville qui, étrangement, en 1943 et en 1958, préparera pour lui l'heure du pouvoir.

Imperial War Museum

◀ Défilé, dans Tunis libéré, de l'armée d'Afrique qui releva le flambeau en 1943, au Maghreb.



Tallandier

◀ Pour l'armée qui s'était battue en Italie, il ne faisait aucun doute que l'arrivée de De Gaulle consacrerait une fois pour toutes « l'Algérie, terre française ».



E.C.P.A.

◀ Il semblait alors à ceux qui avaient libéré l'hexagone et défilé à Toulon ou à Paris derrière de Lattre *(photo)* que, cette fois, la France se tournerait vers l'Algérie.

1957. Le gros de l'armée française se retrouve en Algérie. Mais cette armée n'est plus celle de 1914 ou de 1939. Depuis 1940, elle a connu une série de traumatismes dont la gravité ne peut se comparer qu'à ceux éprouvés au lendemain de la chute du premier Empire, en 1815. On pourrait croire cependant ses épreuves terminées. En fait, il n'en est rien. Sous de Gaulle, « grand prêtre » d'une religion nouvelle, l'armée connaîtra d'autres déchirements.

En 1939, la France possède une armée de conscription, qui représente la prime d'assurance qu'il est nécessaire de payer pour la défense de l'intégrité du patrimoine national. Depuis des siècles, notre pays a le « privilège » de posséder un ennemi héréditaire. Jadis, ce fut l'Anglais, aujourd'hui, c'est l'Allemand. Le service militaire est donc facilement accepté, bien que, depuis 1914-1918, la guerre ne soit plus considérée comme une épreuve sublime, mais comme une éventualité possible et les esprits les plus frondeurs ne contestent pas la nécessité d'une force militaire.

La politique et les militaires

Le pays dans son ensemble comprend la noblesse et la pureté de la vocation militaire. L'uniforme garde un caractère prestigieux et quelque peu sacré. L'officier offre le symbole du désintéressement, de l'honnêteté morale et de la droiture. Dans la société, il se trouve au même rang que le prêtre ou le magistrat.

Que vaut cette armée? Il est admis comme un dogme qu'elle est totalement subordonnée au pouvoir civil et que la politique lui reste étrangère. De fait, les gouvernements s'empressent de nommer aux postes les plus élevés des hommes qui reconnaissent cette subordination et se refusent à jouer les prétoriens. Il s'agit le plus souvent d'esprits fins, cultivés, mais plus portés vers l'étude et les travaux d'état-major que vers l'exercice du commandement. Il leur manque une qualité maîtresse : le caractère. De plus, imprégnés de la guerre de 1914-1918, ils n'ont généralement pas compris toutes les possibilités du char ou de l'aviation dans un conflit moderne. Au total, le haut commandement est médiocre et peu préparé à l'épreuve. Quant à la masse, elle est d'assez bonne qualité. Toutefois, reflet de la nation, elle n'a pas la flamme de celle de 1914 et elle subit la marque du concept défensif alors en vogue et qui se traduit par l'esprit « ligne Maginot ».

Le désastre de 1940 constitue pour cette armée une terrible épreuve. Les cadres en sortent meurtris, blessés au plus profond d'eux-mêmes. Certes, le commandement s'empresse de rejeter les responsabilités sur les civils, les gouvernements. Ce qui n'est pas entièrement faux. Mais les officiers, les jeunes surtout, ne tardent pas à constater que la cause fondamentale du désastre ne réside ni dans l'infériorité de l'équipement ni dans la médiocre valeur du combattant, mais dans l'incompétence du haut commandement. Du coup, ils n'éprouvent plus pour les grands chefs ce respect inné qui était de règle avant la guerre. La confiance aveugle, la soumission totale apparaissent comme des notions ébranlées. On s'interroge sur la place et le rôle de l'état-major. C'est tout le domaine des rapports entre la politique et les militaires qui se trouve mis en cause.

La participation de quelques divisions françaises à la phase victorieuse de la guerre ne peut effacer les effets de la désastreuse campagne de France. Certes, l' « épopée » des Français libres en Afrique, les campagnes de Tunisie, d'Italie, de France et d'Allemagne constituent des pages glorieuses. Mais, malgré tous leurs



CE SOIR Vendredi VINCENNES COURSES à 20 heures

France-soir

TOUTE DERNIÈRE SPÉCIALE

DIEN-BIEN-PHU EST TOMBÉ

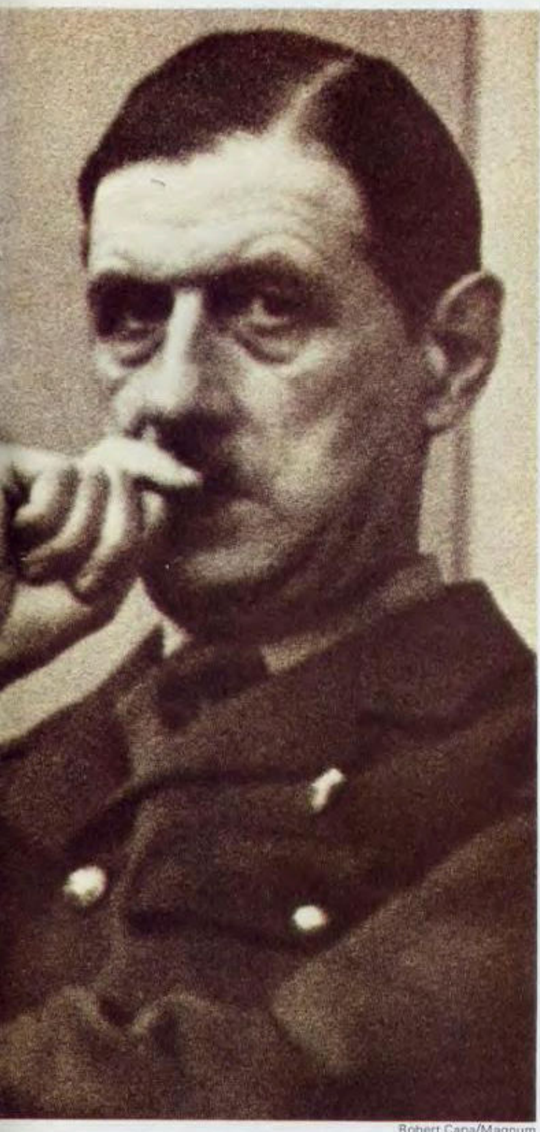
submergé par le furieux assaut des Viets

M. Laniel a annoncé la dramatique nouvelle à l'Assemblée qui l'a écoutée debout (communistes exceptés)

Le sort des défenseurs et du général de Castries n'est pas encore connu

LE CENTRE DE RÉSISTANCE SUD (ISABELLE) TIENT ENCORE

◀ La victoire de 1945 n'a pas effacé, pour l'armée, le désastre de 1940. Déjà la voilà engagée dans la guerre « pourrie » d'Indochine, à des milliers de kilomètres de la nation, vivant son drame jusqu'à Dien Bien Phu.



Robert Capa/Magnum

mérites, les Leclerc, les Juin, les de Lattre n'ont pris qu'une faible part à la conduite de la guerre. Le jour de la capitulation allemande, il faut toute l'opiniâtreté d'un de Lattre pour qu'un nom français apparaisse au bas du document.

Le « Moi, de Gaulle »

Ce fait constitue pour nombre d'officiers un sujet de méditation. Il commence à leur ouvrir les yeux sur le poids réel du gaullisme. La plupart connaissaient mal ce mouvement et ignoraient son action réelle. Aussi est-ce avec étonnement qu'ils constatent la désinvolture avec laquelle les « Trois Grands » traitent un de Gaulle qui, à l'en croire, a rétabli la France à son véritable rang. L'affaire souligne en même temps un autre mal insidieux : depuis 1940, l'armée est divisée.

Certes, tout le monde a admiré le courage de cet inconnu qui a osé prendre en charge le destin de la France à un moment tragique de son histoire. Mais la plupart des officiers ont modérément apprécié sa fatuité et éprouvé un sentiment de gêne devant le « Moi, de Gaulle ». Par la suite, ils désapprouveront le sort réservé au vieux maréchal. Malgré tout, quand arrive le jour tant attendu de la rentrée en guerre en Afrique du Nord, les cadres de l'armée d'armistice n'attendent qu'une chose : accueillir en frères d'armes ceux de la France libre. Ils n'éprouvent aucun complexe de culpabilité et n'ont pas le sentiment d'avoir démérité. Aussi, leur surprise est grande de constater la superbe des gaullistes. La rencontre prend quelque peu l'allure d'un règlement de comptes.

L'Algérie ? Il semblait soudain, pour l'armée, qu'enfin une victoire pouvait se présenter. Une province française. Des moyens qui se développaient dans toutes les armes. Tous les espoirs, tous les rêves devenaient réalité. On sait ce qu'il en advint. ▶

La campagne d'Italie arrive à point nommé pour détendre les esprits. L'armée d'Afrique, sous les ordres de Juin, y trouve l'occasion de montrer aux F.F.L. ce dont elle est capable et c'est sans complexe qu'elle accueille dans ses rangs la division Brosset, venue participer à la seconde partie de la campagne. La libération de la France contribue à apaiser bien des passions, mais la rencontre avec les maquis, la fusion des F.F.I. dans la Ire armée, constituent une source nouvelle de difficultés et de heurts, que va encore grossir le retour des prisonniers après la victoire.

La plupart de ceux-ci sont restés cinq ans dans les oflags, rongeant leur frein. Les officiers d'active comptent reprendre automatiquement leur place dans les rangs de l'armée. Eux non plus n'ont pas le sentiment d'avoir démérité. Ils imputaient à la malchance leur éloignement des champs de bataille. Aussi, leur amertume est grande quand ils apprennent la procédure imposée pour réintégrer la famille militaire. Ils s'aperçoivent alors que l'armée ne répond plus à l'image qu'ils s'en faisaient. Des dissensions internes continuent à ronger ce grand corps, avec de sourdes rivalités entre F.F.I. et réguliers, gaullistes et non gaullistes.

Cependant, on pouvait croire qu'avec le temps ces divergences finiraient par s'atténuer et disparaître. Or le pouvoir de l'époque ne s'engage pas dans la voie de l'apaisement. Il croit bon de procéder à une « épuration ». Certes, personne ne songe à défendre les quelques brebis galeuses qui se sont abaissées à pactiser avec l'ennemi. Mais personne n'approuve que cette opération se fasse sous la pression d'une certaine opinion publique et qu'elle revête un caractère essentiellement politique, avec l'élimination systématique des officiers restés fidèles à Vichy, sous le prétexte d'insuffisance professionnelle.



R. Bail



R. Bail



Maffait

L'armée peut ensuite constater qu'elle a été proprement bafouée. Des F.F.I. remplacent (1) les officiers dégagés. Dans ces conditions, peut-on parler de valeur professionnelle ? Certes, dans les années suivantes, on réussit à se débarrasser de nombre de ces importuns, dont beaucoup quittent d'ailleurs d'eux-mêmes un milieu où ils se trouvent mal à l'aise. Mais pour les victimes, les congédiés, il en résulte un sentiment d'aigreur qui sera long à s'apaiser.

Ainsi, à l'image de toute la France, l'armée est entièrement à refaire. Traumatisée par la défaite de 1940, elle se trouve divisée et le gaullisme a multiplié les factions. Le trouble dans les consciences est profond. Le « dégagement des cadres » n'a pas peu contribué à affaiblir le prestige de l'état militaire et les critères invoqués pour certaines éliminations vont être à l'origine d'un sentiment pernicieux : il paraît possible de jouer de l'interprétation d'actes et d'événements complexes.

En outre, la légitimité du gaullisme constitue par elle-même une source de ▶

(1) N.D.L.R. De 1945 à 1948 il y eut 12 679 dégagements de cadres, 604 démissions volontaires et 658 officiers épurés



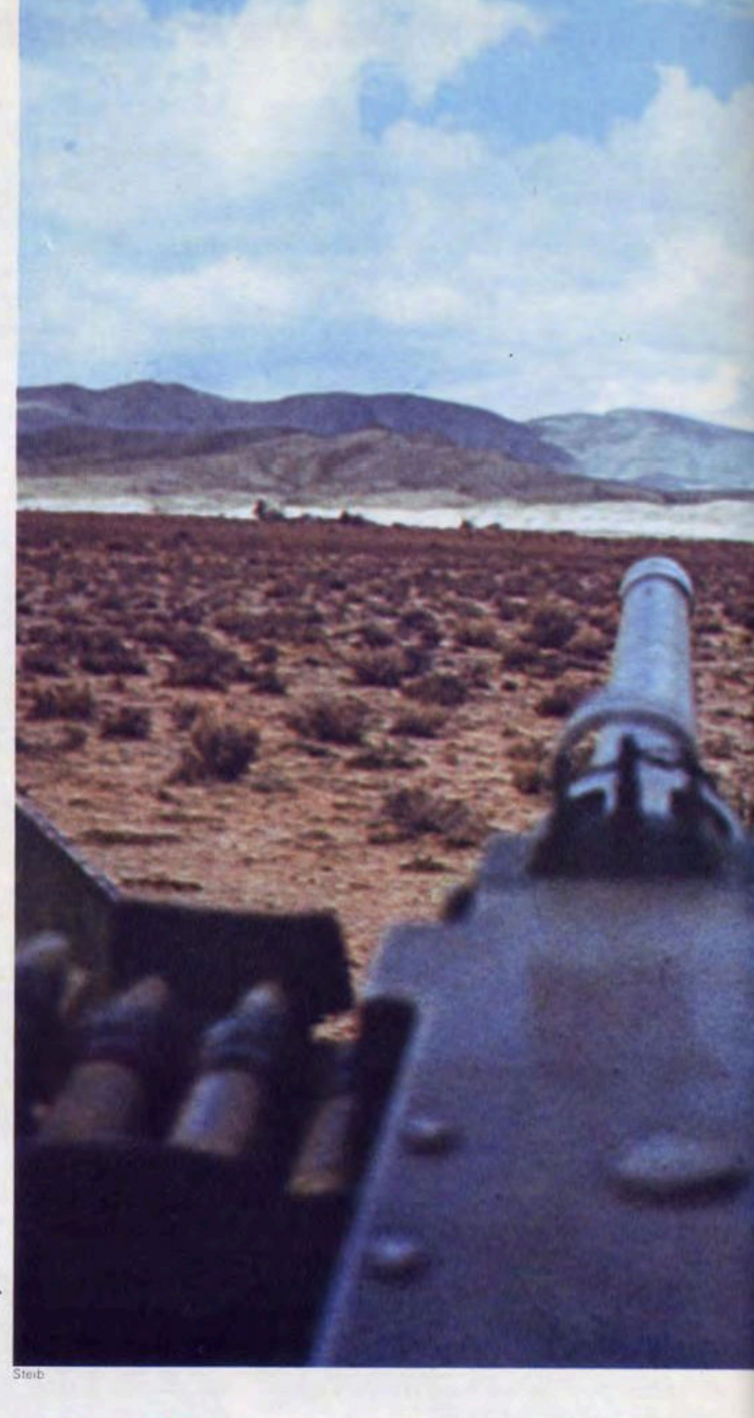
◀ L'armée, pour la première fois depuis 1940, a le sentiment de retrouver ses armes. Au sens propre du mot, car le soutien matériel, l'appui de la nation, l'expérience indochinoise, c'étaient autant d'atouts pour vaincre.

M. André



L'armée est ▶ partout dans le paysage. Près des chardons, des canons. Dans les mechtas les plus reculées, le militaire devient un personnage qui est entré dans la vie quotidienne. Et les armes finiront par laisser les enfants indifférents, quand elles ne les fascinent pas !

Coll. particulière



Steib



◀ Les convois cahotant le long des routes brûlées des plaines algériennes. Départ pour une opération, ou retour d'une opération ? C'est le terrible flux et reflux d'une guerre qui bat son plein.

Coll. particulière

troubles. Certes, les cadres admettent l'appel du 18 Juin. Mais la conséquence en est que, dans ce cas, l'obéissance est présentée comme une faute tandis que l'indiscipline, la discussion des ordres sont érigées en « principes sacrés ».

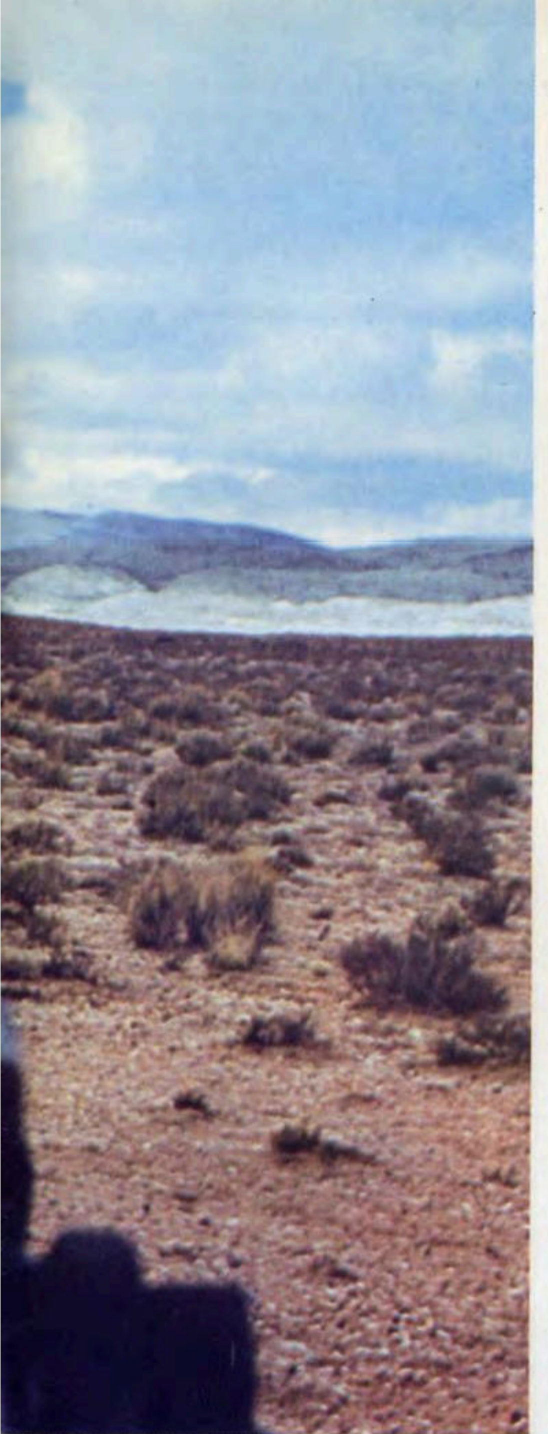
Cet exemple venu de haut, prêché officiellement, ajoute au trouble de jeunes officiers, déjà peu disposés à s'incliner aveuglément devant les ordres des grands chefs et à respecter l'autorité de l'Etat. Une idée commence à faire son chemin. Il est des circonstances où la révolte représente le devoir. Ce n'est encore qu'une tendance, mais la graine a été semée. Elle germera lentement et finira par éclore à la faveur de nouvelles circonstances.

Indochine : l'amère leçon de Dien Bien Phu

Pourtant, l'armée n'a pas le loisir de s'attarder à de telles considérations. A peine la guerre est-elle terminée en Europe qu'elle recommence ou plutôt se poursuit en Extrême-Orient. A ses débuts, cette campagne n'intéresse que médiocrement l'armée et l'opinion. On la considère comme une séquelle du conflit mondial. Elle semble simplement offrir l'occasion à un certain nombre d'anciens prisonniers d'effacer leur sentiment d'infériorité vis-à-vis de leurs camarades plus heureux de Tunisie, de France ou d'Allemagne.

Cependant, la guerre dure. Le commandement doit prévoir une relève et renforcer le corps expéditionnaire par des prélèvements sur l'armée d'Afrique. Peu à peu, l'affaire d'Indochine devient la préoccupation majeure et absorbe tous les militaires de carrière. Par la force des choses, le corps expéditionnaire devient le creuset où se reforge l'unité. Les rivalités s'effacent, les distinctions entre gaullistes et non gaullistes s'estompent et bientôt ce sont les premiers qui se plaignent de l'ostracisme des seconds!

L'armée est donc en passe de se retrouver, sans oublier cependant que la nation ne lui a pas encore complètement pardonné la défaite de 1940. La guerre d'Indochine ne permet-elle pas d'effacer cette souillure par une victoire? Un instant, l'armée espère triompher. Mais, rapidement, elle se rend compte des difficultés de la tâche. Il y a d'abord le désintérêt de l'opinion, les hésitations, les flottements d'une cascade de gouvernements éphémères. Les états-majors parisiens ne semblent pas avoir une vue très claire du pro-



◀ **Insolite image dans le djebel Amour, nom trop doux pour l'amère réalité. Aucun signe de vie à des kilomètres à la ronde. Ce canon pointé vers l'horizon désert, que cherche-t-il? que trouvera-t-il?**

blème. Les généraux commandants en chef sont souvent des hommes de valeur, mais parfois des inconnus. Car les grands chefs, pour échapper à ce guêpier, cèdent volontiers leur tour à de jeunes camarades. En revanche, sur place, se révèle toute une catégorie d'officiers ardents et dynamiques, difficiles à commander. A leur tête manque l'homme de caractère, seul capable de leur en imposer. Il faudra un désastre pour voir enfin arriver un de Lattre.

Mais on ne peut rejeter la responsabilité de l'échec sur le seul commandement. En Indochine, l'armée fait l'apprentissage de la guérilla qu'elle ne connaissait que par les livres d'histoire. Elle s'y adapte peu à peu, mais sans réussir à faire sortir le peuple vietnamien de son apathie. Pour tenter de faire surgir une flamme de ce corps inerte, le gouvernement français en arrive à promettre, puis à accorder l'indépendance totale. Aussi, dès lors, les cadres ne savent plus pour quoi ni pour qui ils se battent. Armée de métier, mais non armée sans âme, l'armée française d'Indochine ressent amèrement le vide du métier de mercenaire qu'il lui faut accomplir.

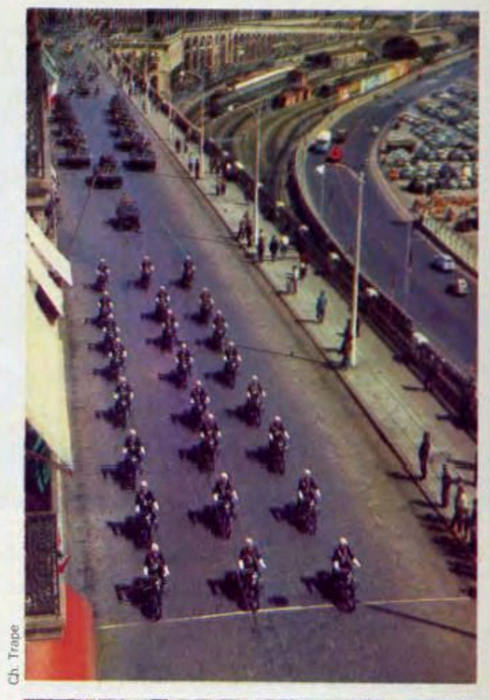
Elle en arrive à souhaiter la fin de cette guerre, d'autant plus qu'après Cao Bang commence l'ascension du Viet-Minh, qui dispose de solides divisions et de sanctuaires pratiquement inviolables. Certes, de Lattre opère un remarquable redressement psychologique, mais après son départ prématuré, le désastre de Dien Bien Phu annonce bel et bien la fin de l'Indochine.

Et c'est l'Algérie

C'est avec tristesse que les cadres assistent au dénouement. Ils ont trop souffert pour ne pas en être affectés. Mais de révolte, point. Il n'y a pas d'autre solution que la négociation et leur lassitude est immense. L'abandon du Nord-Vietnam apparaît comme la suite logique de la seconde guerre mondiale et de l'évolution du monde. Si les officiers se montrent sévères pour les dirigeants français, c'est moins pour leur reprocher les accords de Genève que leurs tergiversations, leur incapacité à faire la guerre ou la paix. On aurait épargné aussi bien du sang et des larmes.

L'Indochine restera donc comme le symbole d'une lutte inutile sur le plan national. Toutefois, l'épreuve n'a pas été totalement stérile pour le corps des officiers. Indépendamment de l'unité retrouvée, la guerre a constitué pour beaucoup une fructueuse expérience. Les cadres y ont appris ce qu'était le combat d'un peuple pour son existence. La plupart, et notamment ceux qui ont connu la captivité, ont étudié la théorie et la pratique de la guerre révolutionnaire et ils se targuent d'être les seuls à en avoir réellement compris le mécanisme.

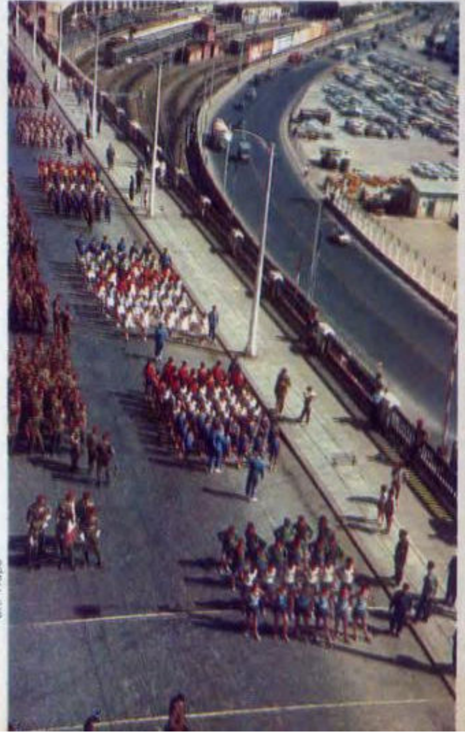
En fait, l'occasion d'appliquer leurs idées ne va pas tarder. A peine l'affaire d'Indochine est-elle terminée que se pose la question d'Afrique du Nord. L'armée manifeste quelque dépit de l'abandon du Maroc et de la Tunisie. Mais, après tout, il s'agissait de protectorats qui devaient, un jour ou l'autre, recouvrer leur souveraineté. Reste l'Algérie. Là, le problème



Ch. Trape



Ch. Trape



Ch. Trape

1956 : la 2e division d'infanterie mécanisée, aux ordres de Beaufre, défile dans Alger avec tous les honneurs dus à son rang. Sous les vivats et les drapeaux. Précédée et suivie par des athlètes en herbe et des anciens combattants. Elle rejoindra la Kabylie pour faire face à un adversaire souple et fluide, auquel il faudra s'adapter car les routes sont rares et les crêtes escarpées. ▶



◀ Image classique de la guerre d'Algérie, au cours d'une opération où l'artillerie « met le paquet », sur une crête où les « fells » ont été signalés quelques heures plus tôt.

Coll. particulière

"je vous ai compris !" alors, ce fut l'espoir !

est totalement différent. On se trouve en présence d'un territoire français avec plus d'un million d'Européens. Tous les partis s'accordent à exclure l'idée d'un départ. D'emblée, l'armée est convaincue de tenir enfin la bonne cause. Le soutien matériel ne posera pas de problème et elle bénéficiera, cette fois, de l'appui total du pays. Forte de l'expérience acquise, elle se croit apte à triompher d'un adversaire isolé et qui ne disposera pas d'une Chine pour l'armer et l'équiper. Nos troupes occupent encore les anciens protectorats.

L'armée est donc prête à empoigner le problème à bras-le-corps, avec la conscience de répondre à sa vraie vocation. Elle tient à prouver qu'on peut venir à bout d'une guerre subversive et elle est intimement convaincue que la « guerre révolutionnaire » déclenchée en Afrique du Nord est liée au conflit qui oppose l'Orient à l'Occident.

Cependant, il faut rapidement déchanter. Les premières unités sont décontenancées par la façon dont la lutte est menée. Officiellement, il ne s'agit que d'une subversion et les troupes doivent se conformer aux règles du temps de paix. D'autre part, compte tenu de l'immensité du territoire, les effectifs se révèlent insuffisants et on recourt une fois de plus à la déplorable méthode des petits paquets. Enfin, le Maroc et la Tunisie, progressivement évacués par nos troupes, font cause commune avec le F.L.N. Comme le fait remarquer quelqu'un, nous avons, de nos propres mains, créé « deux Chines » aux frontières de l'Algérie. Dans ces conditions, la rébellion finit par embraser l'ensemble du pays.

Cependant, les yeux se dessillent. Au début de 1956, le gouvernement comprend qu'il s'agit d'une véritable guerre et il se décide à faire voter la loi sur les pouvoirs spéciaux et à envoyer des « disponibles ». Enfin, au printemps de 1957, les parachutistes gagnent la « bataille d'Alger ». Malgré tout, à la fin de 1957, la rébellion atteint son apogée. Le F.L.N. dispose de 20 000 réguliers bien armés, soutenus par 30 000 supplétifs et une organisation clandestine de 100 000 membres. L'armement des rebelles pose alors le problème du verrouillage des frontières. L'établissement de barrages, une surveillance renforcée permettent de gagner la bataille. D'octobre 1957 à avril 1958, les fellaghas perdent sur les barrages 6 000 hommes, 4 000 armes portatives et 300 armes automatiques. Les bandes sont alors obligées de se replier dans les zones montagneuses.

Un homme de caractère, un style inimitable...

Si le rétablissement est net à l'intérieur, il n'en est pas de même à l'extérieur. A l'O.N.U., le F.L.N. dispose de l'appui des Afro-Asiatiques, des pays arabes et du bloc communiste. D'autre part, la guerre d'Algérie, contrairement à celle d'Indochine, n'est plus l'affaire exclusive des militaires de carrière. La nation entière y participe et une partie de l'opinion affiche son trouble. Face à un Debré qui les fustige avec une rare véhémence, les progressistes ne prennent plus la peine de dissimuler leur sympathie pour le F.L.N.

Dès lors, la population française d'Algérie et nombre de musulmans s'inquiètent. Malgré les coups sévères portés à la rébellion, on se demande si les dirigeants de la IVe République ne finiront pas par céder à ceux qui réclament la fin des hostilités, au prix même de l'indépendance. L'armée partage ces sentiments. Elle redoute d'être frustrée d'une victoire par la faiblesse du pouvoir. Démocrates, sinon républicains dans leur grande majorité, les officiers souffrent d'un régime qui affiche un tel manque d'autorité et d'efficacité.

Rien d'étonnant alors à ce que les officiers appuient, puis prennent à leur charge le mouvement du 13 Mai. Cependant, à l'image de Salan, ce n'est pas sans hésitation qu'ils se rallient à la solution de Gaulle. Gaullistes, beaucoup d'officiers ne le sont pas, qui conservent le souvenir des injustices de 1945. Mais compte tenu des circonstances, du temps et de l'âge, on espère que « l'Homme du 18 Juin » saura faire taire ses rancunes et ne fera plus de distinction entre les Français. Le caractère est sa marque et l'on ne doute pas de sa capacité à régler le problème algérien.

Poussés par les plus jeunes, qui n'ont aucune raison d'être réticents, les officiers font contre mauvaise fortune bon cœur et reconnaissent que de Gaulle n'a jamais composé avec le régime en cours. Peu nombreux sont ceux qui s'inquiètent des positions qu'il a prises sur le problème colonial dans le fameux discours de Brazzaville. Il est d'ailleurs entendu, une fois pour toutes, que l'Algérie est un territoire français. Aussi la joie est-elle profonde lorsque de Gaulle lance à Alger, avec son style inimitable, le fameux : « Je vous ai compris! »

Cette fois, l'armée n'en doute plus. Elle tient l'homme providentiel, sorti de ses rangs, qui ne peut que la comprendre et l'aider, d'autant que c'est à elle qu'il doit son retour au pouvoir. Elle a même le sentiment de faire preuve de générosité en passant l'éponge sur les désillusions que le gaullisme première manière lui avait apportées... Elle ne comprendra que trop tard qu'un tel monarque ne peut rien devoir à personne en aucun cas ! H

Général G. de BOISSIEU

Djounoud « basés » ▶ à l'extérieur. 8 000 hommes en Tunisie, selon le journal tunisien *le Petit Matin*, organe du Néo-Destour. Chiffre qui semble avoir été fourni par le F.L.N. en 1958. D'après l'armée, 6 000 d'entre eux ont péri en franchissant le barrage.

René Vautier



HISTORIA magazine

Hebdomadaire
paraissant tous les lundis
Éditions Jules Tallandier
Directeur de la publication : *Maurice Dumoncel*
Directeur des périodiques : *Georges Mazoyer*

Directeur : *Yves Courrière*
Conseiller auprès de la Direction : *Général Beaufre*
Rédacteur en chef : *Jean Fontugne*
Adjoints : *Jacques Kohlmann*, *Marie Elbe*
Chef service photo : *François Wittmann*
Directeur des publications Historia : *Christian Melchior-Bonnet*
Administration : *Christian Clerc*
Maquettiste : *Roger Brimeur*

Dessinateur : *John Batchelor*
Fabrication : *Roger Brimeur*
Secrétariat de la rédaction : *Brigitte Le Pelley Fonteny*
Adjoint : *Charles Meyer*
Directeur de la promotion : *Jacques Jourquin*
Assistantes : *Chantal de Pinsun*, *Françoise Rose*
Relations publiques : *Claude Bénédick*
Abonnements : *Jean-Loup Pellé*

RÉDACTION-ADMINISTRATION
Librairie Jules TALLANDIER
17, rue Remy-Dumoncel, PARIS-14e. **Tél. 707-17-89.**
Télex 21311. Publio Réf. 581
Prix de vente au numéro : France, 3 F. – Belgique, 30 FB. Suisse, 3 FS.

ABONNEMENTS

FRANCE : 61, rue de la Tombe-Issoire, PARIS-14e. Tél. 707-17-89. CCP « HISTORIA MAGAZINE » Paris 2778-70 ou chez votre dépositaire.
BELGIQUE : S.A. FEMMES D'AUJOURD'HUI, 65, rue de Hennin. B 1050 BRUXELLES. - Tél. 47-69-29.
CCP BRUXELLES 1882-34.

Tarif :
1° 6 mois - 24 numéros.
67 FF - 670 FB - 67 FS - Autres pays : 82 FF.
2° 1 an - 48 numéros.
123 FF - 1 230 FB - 123 FS - Autres pays : 153 FF.
3° 1 an - 48 numéros, 3 reliures dont 1 gratuite.
159 FF - 1 590 FB - 159 FS - Autres pays : 198 FF.
4° 2 ans - 96 numéros, 6 reliures dont 2 gratuites.
302 FF - 3 020 FB - 302 FS - Autres pays : 350 FF.

RELIURES :
FRANCE : 18 F chez tous les dépositaires ou Francu.
BELGIQUE : 195 FB chez les dépositaires ou auprès de l'A.M.P., 1, rue de la Petite-Ile, 1070 BRUXELLES CCP 416-69.
SUISSE : 18 FS chez tous les dépositaires.

NOTE A NOS ABONNÉS :
1° Les abonnements peuvent être pris à partir du nº 194 (nouvelle série Historia Magazine-Guerre d'Algérie) ou du numéro en cours.
2° Les souscripteurs au tarif nº 4 s'engagent pour la totalité de la collection. Ils ont la possibilité d'effectuer leur règlement en deux fois : à la souscription : 157 FF - 1 570 FB - 157 FS - Autres pays 180 FF ; au 48e numéro : 157 FF - 1 570 FB - 157 FS - Autres pays 180 FF.
3° Tout souscripteur ayant choisi notre tarif avec reliure recevra avec ses premiers numéros les 3 reliures nécessaires pour relier 48 numéros.
4° La publication est hebdomadaire, mais en juillet et en août il ne paraîtra que deux numéros par mois.
5° Toutes nos revues sont expédiées sous carton fort et bénéficient par conséquent d'un maximum de protection.
6° Pour toute correspondance relative à votre abonnement (changement d'adresse, réclamation, renouvellement), envoyez-nous l'étiquette collée sur notre dernier envoi, elle porte toutes les références vous concernant.
7° Toute demande de changement d'adresse doit être accompagnée de 2 F en timbres.

CHRONOLOGIE
Mars 1958

AFRIQUE DU NORD ET MOYEN-ORIENT

1er : l'Arabie Saoudite décide de n'adhérer ni à la République arabe unie ni à la Fédération arabe.

2 : démission du gouvernement Wahab Mirzan et formation d'un nouveau gouvernement Nouri Saïd en Irak.

Manifestation en faveur de Nasser à Beyrouth.

4 : déclaration Lacoste : « Bourguiba est lancé dans un état équivalant à la belligérance à l'égard de la France. »

5 : promulgation au Caire de la Constitution provisoire et formation du gouvernement de la République arabe unie.

6 : Bourguiba et le roi du Maroc préconisent l'unité du Maghreb arabe.

Le roi du Maroc demande le départ des troupes françaises.

Note marocaine à l'Espagne sur la question d'Ifni.

Bourguiba accuse Salah Ben Youssef de comploter contre lui au Caire.

7 : Balafrej annonce que le blocage des trains français a pour but d'empêcher que le Maroc ne devienne une base d'opérations vers l'Algérie et le Sahara.

13 : l'utilisation de Bizerte « pour la défense du monde libre » est évoquée par Bourguiba.

14 : annonce du divorce du chah d'Iran et de Soraya.

Nouveau gouvernement Sami Solh au Liban.

18 : entretiens Balafrej-Parodi sur le regroupement des troupes françaises du Maroc.

Création de trois nouveaux départements en Algérie (Bougie, Aumale, Saïda) et de cinq territoires regroupant plusieurs départements (Oran, Chélif, Alger, Kabylie, Constantinois).

19 : Bourguiba renonce à demander l'évacuation immédiate des troupes françaises de Tunisie.

20 : le conseil de gouvernement de Mauritanie rejette les revendications territoriales du Maroc.

23 : nouveaux incidents à la frontière algéro-tunisienne. Lacoste annonce que « la troisième bataille, celle de la frontière tunisienne, est en grande partie gagnée ».

L'émir Fayçal nommé premier ministre d'Arabie Saoudite.

24 : deux anciens officiers français des affaires indigènes condamnés à mort par contumace au Maroc.

Israël reconnu coupable d'une vingtaine de violations de l'accord d'armistice.

27 : création par décret du « Grand Alger » : 375 000 musulmans, 325 000 Européens.

30 : le général Cogny quitte le commandement des troupes françaises du Maroc.

31 : plainte égyptienne contre Israël aux Nations unies.

(à suivre)

NOTE DE LA RÉDACTION :
A partir de notre prochain numéro (nº 240, à paraître le 4 septembre), nous reprendrons notre parution hebdomadaire.

NOTRE PROCHAIN NUMÉRO



LES DERNIERS JOURS DE LA IVe RÉPUBLIQUE

Sommaire du nº 240 :

Imprimé en France - Imp. GEORGES LANG, 11, rue Curial, Paris. Dépôt légal 3e trim. 1972. – Nº d'imp. C. 70. Librairie Jules Tallandier, Paris Nº 2040.
Directeur responsable de la publication : Maurice DUMONCEL.
Nº 239 - 21 août 1972.

LIRE EN BAS DE PAGE **Les "bons offices"...et la suite** par Jacques SOUSTELLE - député, ancien ministre -

Déclaration radiotélévisée de M. Gaillard sur les grands problèmes d'actualité :

L'ÉCHO D'ALGER

Le plus fort tirage de l'Afrique du Nord — Trois éditions quotidiennes — Directeur général : Alain de SERIGNY — 20 francs — En métropole : 25 FRANCS — 20, rue de la Liberté — Téléphone : 373-80 à 85 — Jeudi 27 Février 1958

DEMAIN s'achève le MOIS du MEUBLE chez TAOUREL Donc, aussi : FIN DES CADEAUX !

Accord total avec M. MURPHY sur le sens des "bons offices" entre PARIS et TUNIS

HIER A L'AMBASSADE AMÉRICAINE

Journée tunisienne d'information pour M. ROBERT MURPHY

Le "CONCILIATEUR" a reçu deux proches collaborateurs de BOURGUIBA, à déjeuner

Comme leur chef, ils se seraient efforcés de faire inclure l'AFFAIRE ALGÉRIENNE dans le programme des bons offices

SUITE EN PAGE 3

Le premier train de décrets d'application de la loi-cadre pour l'Algérie a été approuvé

Le gouvernement est résolu à se "jeter à l'eau" pour obtenir la réforme des institutions qui commande l'avenir même du régime

INFORMATION PAGE 3

En cinq combats, dans l'Est constantinois

Les bandes rebelles ont perdu 211 hommes

dont 110 tués en une seule opération

Un mortier
7 mitrailleuses
6 F.M. et 19 P.M.
ont été saisis

INFORMATION PAGE 10

Destinée peut-être à impressionner à Tunis M. MURPHY-BONS OFFICES

La récente recrudescence des attaques fellagha : manœuvre de diversion provoquée par l'efficacité accrue des bataillons **des confins tunisiens**

INFORMATION PAGE 10

EN PELERINAGE ET POUR CONSTITUER LE COMITE DU PERE DE FOUCAULD

M. l'abbé VIALET député de la Lozère est arrivé à Alger

INFORMATION PAGE 3

La France construit au-dessous du 34e parallèle un nouveau monde

III. - 36.000 litres de carburant pour les pétroliers d'Hassi-Messaoud



DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL H. TORREGROSSA

SUITE EN PAGE 10

EN METROPOLE

Inondations et neige font des victimes et des dégâts catastrophiques

Information page 3

Secrétaire général du Secours catholique

Le général Codechèvre vient visiter les délégations d'Algérie



Briki Yahia et ses complices devant le tribunal permanent des forces armées d'Alger

Première audience pour "rien" au procès des communistes où l'examen des faits a été retardé par des incidents



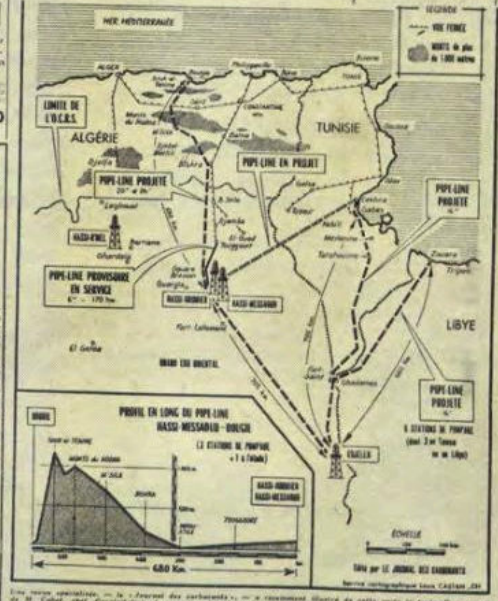
Georges Marcelli



Briki Yahia

SUITE EN PAGE 10

LES PROJETS DE PIPE-LINES AU SAHARA



Les "bons offices"... et la suite

Cet article paraitra demain à Paris dans « VOICI POURQUOI », dans le numéro de ce périodique qui sera mis en vente à Alger samedi. M. Jacques SOUSTELLE, directeur politique de « VOICI POURQUOI », nous a très obligeamment autorisé à publier dès aujourd'hui, dans l' « ECHO D'ALGER », cet important article en raison de son actualité.

Par Jacques SOUSTELLE
DÉPUTÉ, ANCIEN MINISTRE

SUITE EN PAGE 10

Sur le plan international, le résultat du bombardement de Sakiet-Sidi-Youssef fut de hâter la création de la mission des « bons offices ». L'aide financière (650 millions de dollars) accordée à la France, quelques jours auparavant, obligea moralement le gouvernement français à accepter l'initiative des Nations-unies, initiative qui devait, finalement, provoquer les événements du 13 mai.